

Libération

MONSIEUR LE CURÉ ET MADAME

Des prêtres mariés et des femmes autorisées à célébrer des sacrements : ces tabous pourraient bientôt être levés dans l'Eglise catholique grâce... au synode des évêques d'Amazonie, réuni à Rome. **PAGES 2-5**



PHOTOMONTAGE LIBÉRATION/D'APRÈS GETTY IMAGES

Royaume-Uni
39 migrants
retrouvés
morts dans
un camion

PAGES 6-7

Transparence
Les politiques
lassés de
devoir être
exemplaires

ENQUÊTE, PAGES 12-13

JEUDI IDÉES ET ESSAIS



JONATHAN SAFRAN FOER

Jonathan Safran
Foer : le steak,
moi non plus

RENCONTRE, PAGES 28-29



M 00135 - 1024 - F. 2,00 €



Un samedi matin dans une banale salle des mariages de mairie. M. le maire n'a pas que la tête à l'envers, son écharpe tricolore l'est aussi. L'émotion sans doute. On l'excuse. C'est la première fois qu'il s'apprête à prononcer, le code civil sous les yeux, cette phrase: «*Mon père, acceptez-vous de prendre pour épouse...*» «*Oui*», répond l'ecclésiastique. On rêve? Scène de fiction de voir un prêtre sortir d'un hôtel de ville, haie d'honneur et jet de grains de riz, s'engouffrer dans une berline enrubbannée avec, accrochée à hauteur du coffre, une pancarte «*Just married*»? Oui, un peu. Mais un synode exceptionnel des évêques sur l'Amazonie, qui se tient jusqu'à ce week-end à Rome, aborde très sérieusement la possibilité d'ouvrir la prêtrise à des hommes mariés. Un premier pas, mais

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Brèche

une révolution culturelle. Elle n'est pas pour demain, mais peut-être pour après-demain. Le pape François a indiqué qu'il se prononcerait au printemps après avoir examiné les propositions des évêques réunis en conclave. La fin de cette exception catholique qui impose le célibat à ses serviteurs serait dans un premier temps limitée géographiquement à l'Amazonie. Une ouverture un peu jésuite,

mais clairement une brèche. En Europe, des pays comme la Belgique ou l'Allemagne sont beaucoup plus ouverts sur le sujet que l'Eglise française par exemple. Si le pape François se rêve en grand modernisateur devant l'Éternel, c'est aussi qu'il y a le feu dans la sacristie. En tout cas urgence. La pénurie des vocations et la bonne santé de la concurrence sur le marché de la foi font évidemment partie des raisons qui poussent François à réfléchir à l'ordination de prêtres mariés, mais aussi «*au ministère des femmes*». Car les évangéliques taillent des croupières à l'Eglise catholique. Voir d'un bon œil des prêtres bague au doigt n'empêche pas de deviner une lutte d'influence derrière le mariage de M. le curé avec madame. Parole d'athée. ◆

Le pape prêt à faire une croix sur le célibat des prêtres

Pour lutter contre la pénurie de curés en Amazonie, deux sujets sont débattus jusqu'à samedi au Vatican: l'ordination d'hommes mariés et l'attribution de «ministères» aux femmes. Une révolution au sein de l'Eglise catholique, qui pourrait inspirer d'autres épiscopats.



Par
BERNADETTE SAUVAGET
Envoyée spéciale à Rome

Plumet rouge sur le casque, les deux gardes suisses montent imperturbablement la garde devant le hall d'entrée de la salle du synode, au Vatican. Quand passent les cardinaux, évêques et experts, ils exécutent une sorte de salut militaire. Le geste est bref mais soigné. Le catholicisme vit ces jours-ci au Vatican un moment historique car il débat de deux questions qui étaient jusqu'à présent de véritables tabous: l'accès à la prêtrise d'hommes mariés et les «ministères» féminins, autrement dit le rôle officiel que l'on pourrait attribuer aux femmes. Que la discussion ait lieu est en soi une révolution culturelle tant le célibat des prêtres et le pouvoir masculin structurent l'Eglise catholique. Aucune autre religion – et même confession chrétienne – n'impose de telles règles à ses mi-

nistres du culte (voir encadré page 4). «*C'est l'effet François, estime un expert du Vatican. Ce pape a libéré la parole.*» A terme, il n'est donc plus exclu que les femmes puissent être ordonnées diacres, le grade juste en dessous de prêtres. Elles pourraient, par exemple, procéder à des baptêmes et célébrer des enterrements. Mais pas la messe, cérémonie centrale dans la piété catholique. Que des hommes mariés (des *virī probati* dans le latin de l'Eglise: des hommes expérimentés et exemplaires) deviennent, eux, prêtres pourrait être autorisé. Prudent, François a quand même limité (pour le moment) ces deux options à l'Amazonie. Mais c'est une brèche dans laquelle d'autres pourraient s'engouffrer... Depuis le 6 octobre et jusqu'à samedi se tient donc un synode (c'est-à-dire une assemblée extraordinaire) centré sur les problèmes de l'Amazonie. Voulu par François, c'est un concentré de son pontificat,



Le pape François, mercredi au Vatican. PHOTO VINCENTO PINTO, AFP

mettant en avant les priorités qu'il s'est données: l'écologie, la défense des minorités (les droits des peuples indigènes en l'occurrence), une critique virulente d'une économie mondiale prédatrice fabriquant de la pauvreté et des désastres écologiques. Une critique aussi de son Eglise qu'il juge trop cléricale, trop mondaine et pas suffisamment proche des pauvres.

CONCURRENCE DES ÉVANGÉLIQUES

Mais pourquoi débattre de l'ordination d'hommes mariés et des ministères féminins au synode sur l'Amazonie? A cause du manque criant de prêtres en fonction sur cet immense territoire. Et du rôle éminent qu'y jouent les femmes dans l'animation des communautés catholiques, comme le catéchisme auprès des enfants, les discussions sur l'Évangile. Ce qui de fait mériterait, au minimum, reconnaissance. Sur place, le contingent **Suite page 4**

L'Eglise allemande encore plus ouverte d'esprit

Affaiblie par des scandales sexuels et la désertion de ses ouailles, le clergé d'outre-Rhin va tenir un «chemin synodal» associant laïcs et religieux qui discuteront de la vie sacerdotale, au risque de contrarier le Vatican.

L'Eglise catholique allemande est-elle en train de pousser Rome à se réformer, notamment sur la question du célibat des prêtres et de l'ordination des femmes? Alors que le synode spécial des évê-

ques sur l'Amazonie s'est ouvert le 6 octobre, une intéressante partie d'échecs se joue entre l'Eglise catholique allemande et Rome. Car de son côté, l'Allemagne a prévu la tenue d'un «chemin synodal», où clergé et laïcs discutent à égalité, dès le premier dimanche de l'Avent, afin de trouver notamment des réponses à la crise engendrée par la révélation de violences sexuelles, commises et couvertes par l'institution. Il y a pile un an, un rapport établissait qu'entre 1946 et 2014, au moins 3 677 enfants ont été victimes d'abus sexuels commis par 1 670 membres du clergé en Allemagne.

Excuses. Ce rapport a provoqué de vifs remous au sein de l'institution. Le cardinal Rein-

hard Marx, président de la conférence épiscopale allemande, a présenté des excuses officielles: «Trop longtemps l'Eglise a nié, détourné les yeux ou couvert les abus», déclarait-il alors, ajoutant que ce rapport était «un tournant dans l'histoire».

Plus d'un an après, ce chemin synodal prévoit de mettre sur la table plusieurs sujets: le pouvoir, la morale sexuelle et la vie sacerdotale. Difficile de ne pas voir des concordances avec certaines thématiques du synode sur l'Amazonie. D'autant que Reinhard Marx est également membre du C9 (le conseil des cardinaux chargé d'assister le pape dans sa réforme de la curie). C'est un proche de François. Mais depuis quelques semaines, ce synode local a engendré de curieux échanges entre l'Eglise catholique allemande et Rome. Ainsi, le 4 septembre, le cardinal Marc Ouellet, préfet de la Congrégation pour les évêques, écrivait au cardinal Marx une lettre émettant de sévères réserves face à cette démarche. Annexée à la lettre, une note rappelait que les thèmes décidés «ne peuvent être l'objet des délibérations ou des décisions d'une Eglise particulière».

«Schisme». L'Eglise allemande est-elle en train de faire sa révolution? Ce n'est pas la première fois qu'elle évoque ces questions. Ce fut déjà le cas dans les années 70, dans le sillage de Vatican II, et sur les mêmes thématiques. Avec pour seule réponse un silence assourdissant de la part de Rome. Mais cette fois, le temps presse. L'Eglise allemande est affaiblie. Elle est richissime mais en perte de vitesse. Si les catholiques étaient un peu plus de 23 millions fin 2018, et représentent 27,7% de la population (les protestants sont 21,1 millions), ce chiffre est en baisse. Cette année-là, 216 078 catholiques ont quitté l'Eglise. Pour arrêter l'hémorragie, la réforme s'avère urgente. Dans un tel contexte, des voix minoritaires tentent de se faire entendre.

En mai, une grève des femmes a été menée par des catholiques féministes. Une démarche inédite lancée depuis Münster, un appel à la mobilisation pendant une semaine durant laquelle les femmes ont été invitées à «ne pas mettre les pieds dans une église» et à arrêter «tout service volontaire». Leur analyse du problème est systémique: «Nous croyons que la structure qui encourage et cache les abus est aussi celle qui exclut les femmes du ministère et de la consécration, et donc des décisions fondamentales et du contrôle dans l'Eglise», ont-elles expliqué, célébrant la messe sur le parvis. Marie-Hélène Müssig est membre du comité de direction du conseil diocésain de Berlin. Elle ne comprend pas pourquoi le mariage des prêtres ou bien l'ordination des femmes pose problème: «Il n'y a aucune raison. Je voudrais leur dire haut et fort que je me sens discriminée parce que je n'ai pas le sexe qu'il faut. En Allemagne, une femme peut prouver qu'elle n'a pas été prise dans un boulot parce qu'elle était une femme. Elle peut faire un procès et on lui donne raison. L'Eglise se mettrait-elle au-dessus de la loi allemande? On entend partout que si ça continue, l'Eglise va faire un schisme. Mais quand je lis des choses sur ce synode amazonien, justement, je vois qu'il y a beaucoup de femmes dans les pays latino-américains qui dirigent une paroisse, une communauté. Ça commence à changer. Et moi je voudrais que l'ordination des femmes se fasse avant qu'il y ait un manque de prêtres.»

Cette année, les catholiques féministes ont prévu de faire le 3 novembre la même action qu'en mai: une messe sur le parvis à Berlin. «Cette fois, se réjouit Marie-Hélène Müssig, le conseil diocésain a accepté d'apposer son nom sur les invitations. Ce n'était pas le cas en mai. Comme on dit en allemand, à force de persévérance, des gouttes peuvent creuser la pierre.»

JOHANNA LUYSSSEN
Correspondante à Berlin



Le pape François lors de son discours aux représentants des Indiens d'Amazonie, le 19 janvier 2018 à Puerto Maldonado, au Pérou. PHOTO VINCENZO PINTO AFF

Suite de la page 3 des missionnaires occidentaux a chuté drastiquement, laissant un grand vide. «70% à 80% des communautés chrétiennes souffrent d'un manque d'accès aux sacrements», expliquait, il y a quelques semaines, le cardinal brésilien Claudio Hummes, rapporteur du synode, fidèle parmi les fidèles du pape François. Un des participants aux débats remarquait également que des régions grandes comme la moitié de l'Italie ne disposaient que d'une soixantaine de prêtres. «Nous assistons à une véritable déforestation de la culture catholique», estime un expert.

Si l'Église catholique veut maintenir sa présence en Amazonie, elle est donc condamnée à trouver des solutions audacieuses. Dans la région amazonienne, à l'instar d'une grande partie de l'Amérique latine, le catholicisme fait aussi face à une très rude concurrence des évangéliques. L'enjeu est de taille: à terme, l'Église catholique est menacée dans son statut de religion majoritaire. «C'est un défi», reconnaît, du bout des lèvres, l'un des assistants au synode. La question est donc cruciale. Certes, elle n'est pas abordée de front (sans doute pour ne pas donner l'impression de déclarer ouvertement la guerre aux évangéliques) mais elle est en filigrane des discussions. Là aussi, c'est une première pour le catholicisme.

Comment peut-il contenir la montée en puissance des évangéliques? Quant au manque criant de prêtres, la situation de l'Amazonie n'est pas, en soi, une exception. C'est ce qu'a fait remarquer le cardinal autrichien Christoph Schönborn pendant le synode. Des pays comme la France sont sur le point de connaître une chute drastique du nombre de curés catholiques. Dans l'Hexagone, les zones rurales en sont déjà largement dépourvues. Mais l'évêque français est loin d'être en pointe sur la question de l'ordination de prêtres mariés, contrairement à l'Allemagne ou à la Belgique, où les évêques suivent de très près ce qui se joue à Rome ces jours-ci.

«LA PORTE EST TOUJOURS OUVERTE»

Le pape et ses alliés (des cardinaux latino-américains mais aussi européens tel que l'Allemand Reinhard Marx) envisagent l'Amazonie comme une sorte de laboratoire. Mais il reste peu de temps au jésuite argentin, élu en mars 2013 et qui fêtera ses 83 ans le 17 décembre. «Nous avons encore deux ans pour faire nos révolutions», affirmait, il y a peu, un cardinal latino-américain, l'un de ses proches conseillers. Sur l'affaire des *virī probati* et des ministères féminins, le pape est prudent. Et en bon jésuite, il avance sans dévoiler toutes ses cartes. Dé-

but 2019, dans l'avion qui le ramenait des Journées mondiales de la jeunesse qui avaient eu lieu au Panamá, il avait pris garde d'affirmer son attachement personnel à la discipline du célibat. «Je crois que c'est un don pour l'Église», disait-il. Et d'ajouter aussitôt: «Comme ce n'est pas un dogme de foi, la porte est toujours ouverte.»

L'ordination d'hommes mariés est un énorme casus belli au sein du catholicisme. Majoritairement, les prélats y sont plutôt opposés. Les rangs conservateurs, déjà très critiques à l'égard de ce pontificat qu'ils trouvent politiquement trop à gauche, se sont déjà braqués. Les ennemis de François voulant encore croire que cela ne se ferait pas. Au cours des discussions à Rome, le pape a pris la mesure de l'opposition de la curie romaine. Plusieurs cardinaux qui assistent au synode se sont déclarés contre l'ordination d'hommes mariés et compris du côté des alliés de François, comme le Ghanéen Peter Turkson à qui il a confié un dicastère (un ministère) chargé du développement humain intégral... une création du pape.

Le synode sur l'Amazonie qui va finaliser son document samedi, n'a pas la latitude de prendre la décision mais de faire des propositions au pape. La balle sera ensuite dans son camp. Son homélie, qu'il prononcera à la messe de clô-

ture dimanche, est pour le moins très attendue. Lui-même formalisera ses décisions au printemps. A ce moment-là, les évêques allemands auront déjà entamé leurs discussions (lire page 3).

EFFET CLIQUET

A Rome, plusieurs observateurs soufflent que le pape hésite encore à franchir le pas à cause d'un risque de schisme. Fin politique, le jésuite argentin pourrait plutôt donner le change pour ne pas trop braquer ses opposants, laissant croire qu'il

réfléchit encore, tant la révolution des hommes mariés bousculerait l'Église catholique. Quoi qu'il en soit le dispositif semble prêt pour qu'il y ait un effet cliquet. En clair, que d'autres évêquats ne fassent, à leur tour, leur révolution après l'Amazonie. Mais de toute évidence pas en France... Du moins pas avant longtemps! «L'ordination d'hommes mariés serait un acte décisif, conclut sous couvert d'anonymat un théologien français, très au fait des arcanes du Vatican. Car il ferait entrer le pontificat de François dans l'Histoire.»

LE CÉLIBAT DES PRÊTRES, UNE EXCEPTION CATHOLIQUE

Pour les prêtres catholiques, la règle du célibat n'est pas un dogme mais une discipline. Celle-ci n'était pas en vigueur dans les premiers siècles du christianisme. Elle s'est imposée au Moyen Âge, et n'existe pas dans les autres confessions chrétiennes. Chez les orthodoxes, les papes ont le droit d'être mariés à condition qu'ils le soient déjà avant d'être ordonnés. Ceux-là ne peuvent toutefois pas prendre de responsabilités. Au XVI^e siècle, Luther, le père de la Réforme protestante, ne retient pas dans sa théologie l'obligation de célibat pour les pasteurs. Aujourd'hui, dans les Églises protestantes historiques (calvinistes et luthériennes), des pasteurs peuvent être divorcés et continuer à exercer leur ministère. En revanche, chez les évangéliques (plus stricts en termes de morale), c'est assez mal vu... Quant aux Églises orientales (Liban, Égypte, Irak...), conséquence des relations compliquées qu'elles ont entretenues avec Rome, elles ont également conservé des prêtres mariés.

Entre l'Église et l'Etat de Bolsonaro, la séparation est consommée

Au Brésil, le raout épiscopal sur l'Amazonie, qui vise à regagner du terrain face aux évangéliques, est mal vu par le président anti-écologistes et anti-Indigènes.

Le hasard du calendrier en a voulu ainsi : le synode pour l'Amazonie se tient au plus mauvais moment pour le président du Brésil, Jair Bolsonaro, sous le feu des critiques à cause des incendies qui ravagent la forêt. Le leader d'extrême droite dénonce le supposé caractère «politique» de ce grand raout épiscopal, pourtant convoqué en 2017, soit bien avant son arrivée à la tête du pays au début de l'année. A défaut de pouvoir y imposer un émissaire, le gouvernement a chargé les services de renseignement de «suivre» une rencontre perçue comme une «atteinte à la souveraineté nationale».

Le Brésil détient à lui seul 60% du bassin amazonien, que se partagent neuf pays. «La plupart d'entre eux sont gouvernés par des conservateurs qui ne respectent pas les droits des Indiens et s'opposent à la vision sociale de François, précise le religieux dominicain Frei Betto. Comme Bolsonaro, en somme. Le président brésilien est déjà désavoué internationalement. Si le synode le contraire, c'est parce qu'il va dénoncer ses politiques pour l'Amazonie, son encouragement des pratiques criminelles de l'industrie minière, de l'agronomie et de tous ceux qui veulent tirer profit de la forêt au détriment des populations qui y vivent, en particulier des Indiens.» Pour ce théologien réputé, c'est le retour de l'antagonisme entre Église et Etat, comme sous la dictature militaire (1964-1985) : «Les évêques d'Amazonie sont en première ligne contre l'écocide et le génocide qui s'annoncent.»

L'Église brésilienne, relais d'une gauche à bout de souffle ? C'est la crainte de Jair Bolsonaro. Certes, son courant progressiste, sans jamais avoir été dominant, avait contribué à la création du Parti des travailleurs (PT), aux manettes du pays de 2003 à 2016 avec Lula, puis Dilma Rousseff. Cela n'avait pas empêché

la conférence épiscopale brésilienne de dénoncer leurs mesures peu respectueuses de la forêt et des peuples autochtones, comme la construction du gigantesque barrage de Belo Monte sur le fleuve Xingu, un affluent de l'Amazonie. Mais avec l'extrême droite militariste, autoritaire et assimilationniste, c'est l'hostilité ouverte. Pendant sa campagne, Jair Bolsonaro, pourtant lui-même catholique, avait accusé les évêques d'être «la partie pourrie de l'Église».

«On sent chez lui comme du dédain, sinon de la haine pour l'Église, commente le théologien Paulo Suess, du Conseil indigéniste missionnaire (Cimi). Il préfère les évangéliques», en particulier les Églises pentecôtistes ultraconservatrices, qui partagent ses idées. «Il n'a pas gagné uniquement grâce aux évangéliques, nuance pour sa part le théologien Fernando Altemeyer. De nombreux catholiques ont voté pour lui et l'appuient encore. L'Église elle-même est divisée.»

Mais son courant conservateur, minoritaire, n'est pas actif. Ici, les propositions comme l'ordination d'hommes mariés et l'ouverture sur les croyances indigènes, contenues dans le document préparatoire du synode, l'*Instrumentum laboris*, ne font pas plus de remous que ça. «Si des évêques sont contre, ils restent discrets, contrairement à la droite catholique qui attaque plus fort encore que Bolsonaro», poursuit Altemeyer. Officiellement, les évêques brésiliens sont donc unis derrière François, pourtant considéré proche de la théologie de la libération, cette doctrine latino-américaine qui prône une Église au service des pauvres mais autrefois combattue par le Vatican sous Jean Paul II.

Double défi. C'est d'ailleurs à la demande de la conférence épiscopale du Brésil que le synode a été convoqué, pour répondre au double défi écologique et pastoral, explique Paulo Suess du Cimi, une des institutions les plus impliquées dans sa préparation : «Restée un peu coloniale, l'Église est désormais mise au défi de l'inculturation comme d'une présence accrue en Amazonie, où les sectes évangéliques occupent le vide, faisant table rase de

la culture des Indiens.» «Or, reprend-il, nous n'avons pas assez de prêtres en général – et de prêtres indiens en particulier. Il faut affronter de longues études pour le devenir, alors qu'un pasteur se forme en deux mois. A cela s'ajoutent les distances très importantes dans une région immense et les difficultés d'accès à la forêt qui nous réduisent à une sorte d'Église de visite, à la présence ponctuelle.»

De là a germé l'idée, «limitée pour l'instant aux régions reculées de la forêt, où la messe n'est parfois célébrée qu'une fois par an», d'ordonner des membres des communautés locales, souvent indiennes.

Recensement. «Chez les Indiens, les hommes adultes sont tous mariés, c'est un trait culturel», explique le missionnaire, pour qui le synode n'a pas vocation à évoquer l'érosion catholique au profit

des Églises pentecôtistes : «Ce n'est pas une rencontre corporatiste.» Et pour José Luis Azcona, évêque émérite du Marajó (dans l'Etat amazonien du Pará), c'est bien le problème. Selon le prélat, qui est l'une des rares voix ouvertement critiques, le document de travail se focalise sur la minorité indienne (0,4% des Brésiliens), «ignorant complètement la réalité de l'Amazonie», dont la majorité des 23 millions d'habi-

tants n'est pas indigène et vit non pas dans la forêt mais dans les villes.

Or dans les neuf Etats fédérés d'Amazonie brésilienne, le taux d'évangéliques est plus élevé qu'à l'échelle nationale (22% de la population selon le dernier recensement de 2010, contre seulement 6,6% en 1980). Les catholiques, eux, ne représentent plus «que» 65% de la population. «Tant que l'Église ne combat pas son cléricisme en confiant un rôle accru aux laïcs, le catholicisme continuera à perdre du terrain, martèle Frei Betto. C'est une réforme en profondeur à laquelle François tente de grand-peine de s'atteler.»

CHANTAL RAYES
Correspondante à São Paulo



Communication à caractère promotionnel.

entrez
dans l'histoire
entrez
dans le capital



Bientôt, vous pourrez devenir actionnaire de La Française des Jeux, une entreprise performante et utile à tous depuis 1933.

1^{er} Opérateur historique et unique de la loterie, acteur de référence des paris sportifs et 1 ^{er} réseau de proximité en France.	3,5 milliards d'euros reversés à la collectivité pour soutenir des projets utiles à tous, dans le sport, la restauration du patrimoine, l'éducation et l'insertion, notamment.	5% de croissance annuelle moyenne des mises depuis 25 ans. En 2018, 15,8 milliards d'euros de mises.	80% Une politique de dividendes attractive, avec un objectif de distribution de 80% du résultat net dès 2020.
---	--	--	---

fdj-devenir-actionnaire.com 0 805 650 660 Service à votre disposition

Un document d'enregistrement approuvé par l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 17 octobre 2019 sous le numéro 19-035 est disponible sans frais auprès de La Française des Jeux, 3-7 quai du Point du Jour, 92650 Boulogne-Billancourt, ainsi que sur les sites Internet de La Française des Jeux (www.fdj-devenir-actionnaire.com) et de l'AMF (www.amf-france.org). Il sera complété d'une note d'opération relative à l'offre (incluant le résumé du prospectus) approuvée par l'AMF. Cette approbation par l'AMF ne doit pas être considérée comme un avis favorable de l'AMF sur les actions FDJ. L'attention du public est en particulier attirée sur les facteurs de risques décrits dans le document d'enregistrement. Ce document ne constitue pas une offre aux États-Unis où La Française des Jeux n'a pas l'intention d'enregistrer l'offre. Les actions de la société ne peuvent être ni offertes ni vendues aux États-Unis sans enregistrement ou exemption d'enregistrement conformément au U.S. Securities Act de 1933.

L'INVESTISSEMENT EN ACTIONS PRÉSENTE UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL TOTALE OU PARTIELLE.

JOUER COMPORTE DES RISQUES : ENDETTEMENT, DÉPENDANCE... APPELEZ LE 09 74 75 13 13 (appel non surtaxé)



Le camion dans lequel ont été retrouvés les corps, mercredi, à Grays à une trentaine de kilomètres de Londres. PHOTO PETER NICHOLLS. REUTERS

Mort de 39 migrants au Royaume-Uni Le camion de la honte

Mercredi, un chauffeur a été arrêté après la découverte de corps sans vie dans un conteneur, dans l'Essex. Une nouvelle tragédie liée au trafic d'êtres humains.

Par
SONIA DELESALLE-STOLPER
Correspondante à Londres

Quelle couleur avait le ciel, la dernière fois qu'ils l'ont aperçu ? Qu'ont-ils pensé, rêvé avant d'entreprendre leur périple tragique ? On ne sait rien d'eux. Rien. Ils sont 39 corps sans vie, sans visage, anonymes, tous adultes sauf un adolescent. Des ombres sans nom, sans âge, sans personne encore pour les pleurer. Qui ont-ils laissé derrière eux ? Des parents ? Des enfants ? Une épouse ? Quelle terre lointaine ont-ils quittée ? Il n'y a rien non plus dans cette zone industrielle, le Waterglade Industrial Park, à Grays, à une trentaine de kilomètres à l'est de Londres sur l'embouchure de la Tamise. Des entrepôts sans âme, des parkings à moitié vides, des talus couverts d'arbustes çà et là. Le camion, cabine rouge et conteneur blanc, n'est pas

garé sur une place de parking. Il est arrêté dans une courbe, le long de la route. Désormais dissimulé aux regards par des bâches vertes alors que les enquêteurs rassemblent le maximum d'indices.

«DANS UN FROID GLACIAL»

C'est ici que les services d'ambulance, appelés sur place dans la nuit de mardi à mercredi, vers 1 h 40, n'ont pu que constater, un à un et désespérément, les décès des 39 occupants du conteneur. Qui les a prévenus ? La police n'a pas pu le confirmer. Le chauffeur, un Nord-Irlandais de 25 ans, a été interpellé sur place. Mercredi en fin d'après-midi, la police s'appêtait à déplacer le camion dans lequel se trouvaient encore les corps des victimes. Il s'agit d'une scène de crime et tant que tous les éléments susceptibles de servir à l'enquête n'ont pas été rassemblés, impossible de déplacer les corps.

Encore 30 kilomètres vers l'est et c'est la mer du Nord qui s'ouvre aux regards. Initialement, la police d'Essex avait suggéré que les 39 fantômes, dont elle a prévenu qu'il faudrait du temps pour leur donner une identité, étaient arrivés par la mer d'Irlande, à l'autre extrémité du pays. Mais mercredi après-midi, elle indiquait qu'en fait, seule la cabine du camion, immatriculé en Bulgarie, était arrivée au Royaume-Uni samedi. Il avait débarqué à Holyhead, un petit port du pays de Galles. Le ferry était probablement parti de Dublin, en République d'Irlande, ou d'Irlande du Nord. La traversée ne dure qu'un peu plus de deux heures.

Le conteneur, avec les 39 personnes à bord, ne serait en fait arrivé par ferry que dans la nuit de mardi à mercredi, vers minuit et demi. Il serait arrivé au port de Purfleet, dans l'estuaire de la Tamise, à quelques minutes de Grays, en provenance de Zeebrugge en Belgi- ●●●

«De tels drames vont se reproduire»

La tragédie de Grays témoigne de la difficile lutte contre les réseaux de passeurs et du manque de coordination entre les pays européens.

La dernière fois, la chancelière allemande, Angela Merkel, avait évoqué un «avertissement pour que l'on se mette au travail, pour résoudre ce problème et faire preuve de solidarité». C'était en août 2015, et 71 personnes avaient trouvé la mort dans un camion frigorifique en Autriche. Originaires

d'Afghanistan, de Syrie ou d'Irak, elles traversaient clandestinement l'Europe, depuis la Hongrie, à un moment où l'UE faisait face à une augmentation des arrivées sur son territoire. En 2018, quatre personnes ont été arrêtées en Bulgarie et condamnées à vingt-cinq ans de prison, mais dans le même temps, le bel élan de solidarité européen s'est dissipé.

Steve Valdez-Symonds, d'Amnesty UK, juge qu'il s'agit «d'une tragédie terrible, mais qui ne révèle pas à elle seule à quel point la politique migratoire anglaise et européenne est mauvaise: tous les jours, on voit

comment les gens continuent de vivre dans des conditions dangereuses et de mourir lors de leur périple». Pour lui, «les pays européens refusent de se coordonner pour donner des opportunités sécurisées aux réfugiés et aux autres de se déplacer, pour travailler ou retrouver leur famille. Ce refus collectif de prendre ses responsabilités, cette réponse hostile à la situation ne font qu'accentuer le problème». Joel Millman, porte-parole de l'Organisation internationale des migrations, estime au contraire qu'il faut se garder de voir dans ce nouveau drame une conséquence de la politique migratoire désormais

raffermie des Etats européens. «Je ne dirais pas que l'Europe a failli, dit-il. Nous voulons des migrations sécurisées, mais nous comprenons que chaque Etat doit faire ses choix face à ses propres défis. Dans une situation où les procédures d'immigration sont longues, il est compréhensible que les gens soient tentés de se tourner vers des passeurs. Ce n'est pas spécifique à l'Europe.»

Le problème remonte à plus loin que la «crise migratoire» qui a connu son pic en 2015: en 2000, un événement similaire avait eu lieu, déjà au Royaume-Uni (lire ci-contre). Si le chauffeur avait été arrêté, les passeurs n'ont jamais été retrouvés. «Il est extrêmement complexe de lutter contre les réseaux, estime Joel Millman. Des gens risquent leur vie tous les jours en Espagne pour essayer d'aller en Angleterre, et vivent dans des forêts en attendant. Ils pourraient travailler en Allemagne,

en Espagne ou en Suède, mais ils jugent plus digne de rejoindre un frère ou un cousin pour travailler dans un magasin ou dans le bâtiment en Angleterre. Les gens font des choix rationnels, et beaucoup de criminels en tirent parti.» Steve Valdez-Symonds prévient de son côté: «Sauf changement radical de politique européenne, de tels drames vont se reproduire.» La mortalité de la route migratoire vers le Royaume-Uni semble en tout cas avoir augmenté, d'autant que la traversée du canal de la Manche fait l'objet de plus en plus de tentatives: 157 en 2019, le double de 2018 (78 essais), et près de sept fois le nombre de 2016 (23 essais). Malgré le lancement d'un plan conjoint franco-britannique pour éviter ces prises de risques, les corps de deux exilés ont été retrouvés le 14 octobre sur une plage du Pas-de-Calais.

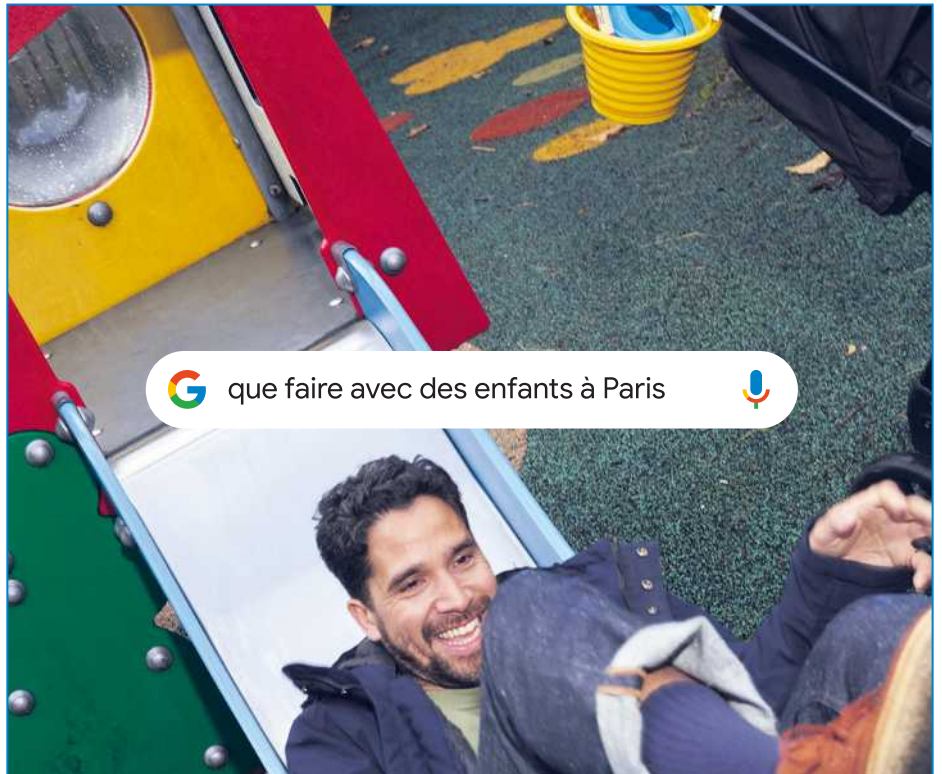
KIM HULLOT-GUIOT

que, a indiqué la police. C'est là que le chauffeur aurait accroché le conteneur à sa cabine et se serait dirigé vers la zone industrielle où a eu lieu la macabre découverte. Des caméras de surveillance ont capté des images du camion vers 1h10 alors qu'il se dirigeait vers la zone industrielle. Ses occupants étaient-ils déjà morts en arrivant au Royaume-Uni? «D'après les images, le camion était réfrigéré, ce qui signifie qu'à l'intérieur, les victimes ont voyagé dans un froid glacial, dans une obscurité complète, sans air, dans des conditions absolument horribles», a expliqué Rod McKenzie, directeur de la Road Haulage Association (association britannique de fret autoroutier). Les gangs de trafiquants, rappelle-t-il, sont «extraordinairement cyniques, manipulateurs, extrêmement bien organisés et ne reculent devant rien».

SAS D'AIR FERMÉ

En Bulgarie, le gouvernement a confirmé que le camion était bien enregistré dans le pays, mais au nom d'une compagnie appartenant à une femme irlandaise. Et le camion ne serait pas rentré en Bulgarie depuis 2017. «Il n'y a aucune indication non plus sur la nationalité des victimes», a déclaré un porte-parole. Seule l'enquête permettra d'établir d'où elles venaient. Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, s'est dit «horriifié» par cet événement «tragique». Le leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, a qualifié le drame d'«incroyable tragédie humaine».

Le 18 juin 2000, une des journées les plus chaudes de l'année, les corps sans vie de 58 Chinois avaient été découverts à Douvres, asphyxiés à l'arrière d'un camion parti de Rotterdam. Au milieu de ces corps pressés les uns contre les autres, tous entassés vers un minuscule sas d'air, qui avait été fermé, la police avait trouvé deux survivants. Les victimes avaient été dissimulées derrière un écran de caisses de tomates. Dans le port belge de Zeebrugge, Perry Wacker, le chauffeur néerlandais, avait fermé le sas de ventilation, seule source d'air, pour éviter que les officiers de la douane entendent du bruit. Membre d'un réseau de trafic d'êtres humains, il avait été condamné l'année suivante à quatorze ans de prison. Depuis 2014, cinq corps sans vie ont été découverts à l'arrière de camions au Royaume-Uni. L'un d'entre eux, un Afghan avait été trouvé mort au milieu de 34 autres, vivants. Ils étaient dans le port de Tilbury Docks, à cinq kilomètres de Grays, dans un conteneur débarqué d'un ferry en provenance de Zeebrugge. ◆



Vous êtes partants ? Lancez-vous

avec un peu d'aide de Google



ARABIE SAOUDITE

«Nous pensons que l'apaisement ne marche pas avec l'Iran»

Rencontré mardi à Paris, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, refuse tout dialogue avec Téhéran, qu'il continue d'accuser d'avoir attaqué ses sites pétroliers en septembre.

Recueilli par
HALA KODMANI

Plus d'un mois après les attaques contre les sites pétroliers dans l'est du royaume, attribuées à l'Iran par les Européens et les Etats-Unis, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, était en visite à Paris mardi, surtout pour défendre sa position très hostile à Téhéran. Et peser sur Paris, engagé dans une négociation difficile et pour l'heure infructueuse sur ce dossier.

Etes-vous opposé à la médiation française sur le nucléaire iranien ?

C'est aux Américains de décider. Le président Trump a dit qu'il était prêt à rencontrer le président Rohani sans préconditions. Ce sont les Iraniens qui demandent la suspension des sanctions additionnelles avant de discuter. Cela n'a pas de sens. Trump a dit très clairement qu'il fallait amener l'accord sur le nucléaire, et a désigné deux autres problèmes: le programme balistique iranien et le soutien de l'Iran à des groupes terroristes. Le président américain a attendu un an avant de quitter l'accord. Les Iraniens n'ont pas répondu.

Maintenant, c'est à l'Iran de choisir: veulent-ils continuer à souffrir ou revenir et amener

l'accord? Le comportement agressif de l'Iran a un prix. Vous ne pouvez pas lancer des missiles balistiques sur d'autres pays et espérer qu'il n'y ait pas de conséquences.

Les Etats-Unis ont annoncé le déploiement de 3 000 militaires en Arabie Saoudite après l'attaque. En avez-vous fait la demande ?

Nous demandons le soutien de tous nos amis. Les Etats-Unis ont envoyé des forces et continuent. Lundi, dix-huit chefs d'état-major de différents pays, dont un officier français, se sont réunis à Riyad pour voir comment se protéger de futures attaques. Le message pour l'Iran est très clair: le monde ne lui permettra pas de se comporter ainsi. L'attaque contre Abqaiq et Khurais n'était pas contre l'Arabie Saoudite, mais contre le monde. Tous les êtres humains

ont été atteints par la perturbation de la production de pétrole. L'Iran a attaqué le monde.

Voulez-vous de l'Iran un changement d'attitude ou de régime ?

On ne se préoccupe pas du régime, c'est l'affaire des Iraniens. On veut un changement de comportement. Pourquoi cette agressivité permanente envers l'Arabie Saoudite? Chaque fois que nous avons tendu la main, nous n'avons eu comme réponse que la mort et la destruction. Le problème avec l'Iran, c'est

qu'on ne sait pas s'il s'agit d'une révolution ou d'un Etat-nation. Si l'Iran est une révolution, on ne peut traiter avec parce qu'il est irrationnel et émotionnel. Et si c'est un Etat-nation, il faut qu'il agisse comme tel.

Le dialogue lancé par la France est-il une erreur ?

Nous pensons que l'apaisement ne marche pas avec l'Iran. Les actions comptent, pas les paroles. Les membres du gouvernement iranien parlent mais n'ont pas de pouvoir. Ceux qui l'ont, comme les Gardiens de la révolution, ne veulent pas négocier. Cela ne signifie pas que nous cherchons la confrontation, nous voulons juste ne plus être attaqués. Nos alliés européens savent bien qu'il ne faut surtout pas permettre à l'Iran d'avoir l'arme nucléaire ni de développer son programme balistique. La France en est particulièrement consciente, nous n'avons aucun désaccord à ce sujet. Mais la question est comment: par des pressions maximales ou par le dialogue? C'est notre débat avec l'Europe. Selon nous, la pression maximum est le seul moyen.

Au Yémen, l'annonce du retrait émirati aura-t-elle des conséquences pour vous ?

Qu'en est-il de vos soutiens à des groupes opposés au Yémen ?

Les Emiratis opéraient dans le Sud et les forces de la coalition dans le Nord. La priorité est de combattre Al-Qaeda et Daech, et les Houthis, et de soutenir le gouvernement légitime. Maintenant, nous essayons d'instaurer

la paix entre le Conseil de transition du Sud et le gouvernement de Hadi. Je crois que nous en sommes proches. Cela renforcera le gouvernement légitime du Yémen et facilitera leurs négociations avec les Houthis. Nous travaillons très étroitement avec Martin Griffiths [l'envoyé spécial de l'ONU au Yémen, ndr] pour faire avancer le processus politique, conformément à la résolution 2216.

Les ventes d'armes françaises à Riyad font débat en France. Un chargement d'armes a été bloqué il y a quelques mois au port du Havre. Est-ce que cela a un impact sur votre relation avec la France ?

Je ne suis pas très au fait de cet incident en France. Mais il faut rappeler que personne n'aime la guerre et que c'est toujours la plus grande puissance impliquée qui en est rendue responsable. Cette guerre au Yémen nous a été imposée par les Houthis. Nous avons dit dès le premier jour que la solution au conflit ne pouvait être militaire, mais politique. Nous avons soutenu toutes les initiatives pour y mettre fin. Je sais que cette guerre a porté un préjudice considérable à l'image de l'Arabie Saoudite et qu'en conséquence, la pression de l'opinion publique s'est accrue sur nos alliés. Nous avons fourni au Yémen 14 milliards de dollars [12,5 milliards d'euros] d'aides économiques et humanitaires depuis 2015. Nous avons des plans pour la reconstruction du pays. On a fait de notre mieux pour respecter le droit international humanitaire en temps



INTERVIEW



Le 12 octobre, sur l'un des sites pétroliers saoudiens d'Aramco attaqués en septembre. PHOTO MAXIM SHEMETOV. REUTERS

de guerre et quand des accidents se sont produits, nous avons lancé des enquêtes puis publié les résultats. Nous disposons d'une liste de quelque 60 000 lieux à ne pas cibler par les tirs afin de ne viser que des objectifs militaires.

Un rapport de l'ONU a pointé les efforts insuffisants de la coalition pour épargner les civils...

Nous essayons d'améliorer la situation tous les jours. Les accidents se produisent tantôt en raison de mauvais renseignements, tantôt par une faute technique ou humaine. On revient à chaque fois nos procédures et la précision des actions pour arriver à minimiser les pertes humaines. Malheureusement, des erreurs se produisent en temps de guerre.

Vous avez toujours l'intention d'acheter des armes françaises ?

Je ne pense pas qu'il y ait le moindre changement sur ce sujet.

Cherchez-vous à contrebalancer les relations avec les pays occidentaux en vous rapprochant de la Russie ?

Nous sommes en phase avec la Russie sur la plupart des problèmes régionaux. Pour la Syrie, les Russes soutiennent l'intégrité territoriale du pays, nous aussi, et pensent qu'un processus politique devrait permettre au peuple syrien de décider de son avenir, comme nous. Notre relation avec les Etats-Unis reste stratégique et n'est nullement affectée par nos rapports avec la Russie. ◀

Téhéran affiche une détente en demi-teinte

L'Iran dément être à l'origine des attaques des sites pétroliers saoudiens en septembre et affirme être ouverte à des discussions multilatérales, notamment sur le conflit au Yémen.

Officiellement, l'Iran veut bien discuter. Avec les Etats-Unis comme avec l'Arabie Saoudite, mais pas sans conditions. S'agissant des premiers, l'étonnant épisode qui s'est déroulé à New York lors de l'Assemblée générale des Nations unies montre qu'une poignée de main entre les présidents américain et iranien n'est pas pour tout de suite. Alors qu'Emmanuel Macron s'est démené pour qu'ils se parlent de visu, la rencontre n'a pas eu lieu.

Pas même un coup de fil qui serait devenu un événement historique grâce à des photos postées en direct sur Twitter, comme en 2013 après la discussion téléphonique d'Obama avec son homologue iranien, Hassan Rohani.

Embargo. Téhéran a longtemps fait de la suspension ou de la réduction des sanctions un préalable à tout dialogue avec Washington : pourquoi faire le premier pas alors que les Etats-Unis ont unilatéralement rétabli des sanctions contre l'Iran, qui respectait pourtant ses engagements contenus dans l'accord sur le nucléaire conclu en 2015 avec les grandes puissances, maugréait Téhéran. « On ne négocie pas avec un revolver sur la tempe, résumait récemment un responsable iranien sous couvert d'anonymat. D'abord le compromis, ensuite la

photo. Trump veut l'inverse, mais on ne peut pas lui faire confiance. »

Après presque dix-huit mois sous un embargo de plus en plus envahissant, frappant tous les secteurs de l'économie nationale et notamment le pétrole (les exportations sont aujourd'hui comprises entre 150 000 et 200 000 barils par jour quand les autorités estiment le minimum nécessaire à 400 000), Téhéran a revu sa copie. L'une des propositions faites à Macron est d'organiser ce dialogue dans le cadre multilatéral de l'accord sur le nucléaire, donc avec l'Allemagne, la Chine, la France, le Royaume-Uni et la Russie. Mais pas en tête-à-tête.

Faiblesse. Avec l'Arabie Saoudite, éternelle rivale régionale de la République islamique, la relation s'est passablement dégradée depuis six mois, à cause de la multiplication d'attaques de tankers, attribuées à l'Iran par Riyad et les Etats-Unis. En septembre, le royaume a été touché sur son sol par des tirs de missiles et de drones que ses radars et équipements militaires achetés à prix d'or n'ont pas réussi à parer. Une humiliation. D'autant plus qu'elle n'a pas été suivie par une riposte armée américaine, qui avait déjà renoncé à frapper l'Iran en juin, alors que Téhéran venait d'abattre un de ses drones. Fidèles alliés de Riyad, les Emirats arabes unis ne jouent pas, eux non plus, la surenchère, acceptant de discuter ponctuellement avec le voisin du Golfe. L'Arabie Saoudite, qui engrange de se retrouver en position de faiblesse, tonne contre l'Iran et tente de mobiliser ses alliés, comme en témoigne la visite de son ministre des Affaires étrangères à Paris (*lire ci-contre*).

De son côté, Téhéran louvoie. Il nie être à l'origine de l'attaque contre les sites pétroliers – une enquête conduite par l'Arabie Saoudite avec des experts internationaux, dont français, doit bientôt rendre ses conclusions sur l'origine précise des tirs de missiles. Et n'exclut pas des discussions, particulièrement sur le conflit qui ravage le Yémen. L'Iran y soutient certes les Houthis, mais considère que ce lien est nettement moins stratégique que sa relation avec le Hezbollah libanais, le régime syrien ou les milices irakiennes. Mohammad Javad Zarif, chef et visage souriant de la diplomatie iranienne, a affirmé en début de semaine qu'il était prêt à aller à Riyad pour trouver une issue. Quand les conditions le permettront, ajoute-t-il, sans les énumérer.

Des Etats se sont proposés comme médiateurs entre le royaume sunnite et la République islamique chiite. Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, s'est ainsi rendu la semaine dernière à Téhéran puis à Riyad pour amorcer des discussions. Les canaux manquaient cruellement jusqu'ici. Encore faut-il que la désescalade avec l'Arabie Saoudite fasse consensus au sein de la République islamique. Les organes non élus, à commencer par les pasdaran, la garde prétorienne, y sont très opposés et n'ont pour l'heure montré aucun signe concret d'apaisement.

PIERRE ALONSO



LIBÉ.FR
Impeachment : le témoignage d'un diplomate accable Trump
 Auditionné par la Chambre des représentants, William Taylor, le diplomate américain le plus haut placé en Ukraine, a affirmé mardi que Donald Trump avait conditionné une aide militaire de Washington à une aide de Kiev pour nuire à ses rivaux politiques. Un témoignage qui conforte les démocrates dans leur démarche d'impeachment du Président. PHOTO AP

Manifestations au Liban : «J'adore mon pays et je veux être là pour lui»

Depuis une semaine, le pays connaît un mouvement de contestation générale d'une ampleur inédite. Les manifestants, qui visent toute la classe politique, dénoncent pêle-mêle la corruption, les bas salaires et l'état des infrastructures.

Par
PHILIPPINE DE CLERMONT-TONNERRE
 Correspondance à Beyrouth

Il est 16 heures, mardi. La place des Martyrs, cœur de la contestation à Beyrouth, commence à se remplir. Narguiliés à l'épaule, des adolescents déambulent au milieu des manifestants, espérant faire des affaires. Debout sur une voiture, un homme au masque d'Anonymous et une femme en habit de danse orientale se déhanchent sur des tubes arabes. Des slogans fusent de tous côtés. «Le peuple veut la chute du régime», «Révolution! Révolution!» crachent des haut-parleurs. Tout à coup, les baffles diffusent le morceau de Fairouz, *Li Beirut*. Pris dans un élan de ferveur, chacun tend son téléphone, lampe de poche allumée vers le ciel.

Carnaval. Jeudi dernier, la rue avait laissé éclater sa rage après l'annonce par le gouvernement de l'instauration d'une taxe, aussitôt retirée, sur les appels WhatsApp. Le soir même, le pays entier manifestait. Panneaux publicitaires brisés, matériel public incendié, le centre-ville ressemblait plus à un champ de bataille qu'à une fête foraine. Mais l'envie d'en découdre avec les forces de l'ordre semble, au fur et à mesure que le nombre de participants grossit, s'être transformée en un carnaval cathartique. «Faire la fête, c'est notre manière de



A Beyrouth, lundi. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

manifeste de manière pacifique. On est libanais, on est habitués à garder le sourire, ce qui ne signifie pas que les problèmes ne sont plus là», lance Mireille, Ray-Ban sur le nez, un foulard aux couleurs du pays noué sur la tête. Depuis une semaine, «on assiste à un resserrement du lien social, cela permet aux gens d'échapper au quotidien noir», constate Karim El Mufti, politologue libanais.

Les jeunes sont en première ligne. «Notre génération veut changer le Liban, martèle Maria, 20 ans. Je ne veux pas avoir à partir, j'adore mon pays et je veux être là pour lui.» Le peuple libanais semble n'avoir jamais été aussi uni. «On a jeté derrière nous les drapeaux partisans, il n'y en a plus qu'un seul, le drapeau libanais. Pour la première fois je me sens libre», jubile Wissam, 38 ans.

Le pays tourne au ralenti depuis une semaine. Ecoles, banques, certaines institutions ainsi que de nombreux commerces et centres commerciaux sont fermés depuis vendredi. Durant le week-end, les lieux de rendez-vous sont devenus les points de rassemblement des manifestations. A Tripoli, grande ville sunnite du nord du Liban, un DJ officie même quotidiennement dans les cortèges.

Conspuée, huée jour et nuit, la classe politique dans son ensemble est désavouée par les Libanais. La liste des doléances est longue. Les manifestants dénoncent la corruption, les bas salaires, les taxes trop élevées et la déliquescence des infrastructures. «Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, ils imposent des taxes, les gens n'ont plus de quoi manger, se lamente Ali, boulanger, venu avec sa femme et ses deux enfants en bas âge. Ils ont augmenté les prix de la farine, du gaz, tout est devenu plus cher.»

L'annonce lundi d'une batterie de réformes destinées à calmer les esprits par le Premier ministre, Saad Hariri, n'a pas entamé la détermination des manifestants. «On ne peut pas leur faire confiance, ça fait trente ans qu'ils mentent et nous font des promesses, mais rien ne change, la situation a même empiré», argue Hischam, 35 ans.

Pour la première fois, les régions chiites dominées par l'ancienne milice Amal, et le Hezbollah, parti armé financé par Téhéran, ont osé se soulever. A Tyr et Nabatieh, dans le sud du pays, des manifestants ont vandalisé et incendié les bureaux de députés affiliés à ces deux partis. Le chef du Parlement et leader d'Amal, Nabih Berri, est depuis une semaine la risée des manifestants dans la rue et sur les réseaux sociaux. Quant au puissant chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui faisait l'objet jusqu'ici d'une certaine déférence par rapport aux autres politiques, il n'est plus épargné non plus. Rare par son ampleur, la contestation prend ses racines dans des années de frustrations enfouies. Ces derniers mois, la dégradation de la situation économique a fait sauter les verrous clientélistes. Les différents partis n'ont plus les moyens d'alimenter leur base populaire. Le Hezbollah notamment voit ses finances asséchées

par la mise en difficulté de son parrain iranien, son principal bailleur de fonds, acculé par les sanctions américaines.

Les classes moyennes et les plus modestes sont touchés de plein fouet par la crise économique, un habitant sur trois vit désormais sous le seuil de pauvreté. Les catégories les plus aisées, habituellement moins enclines à manifester, sont cette fois-ci venues battre le pavé. Ces dernières semaines, la pression exercée sur la livre libanaise en raison d'une pénurie de dollars (l'économie nationale est adossée au billet vert) a semé la panique parmi les épargnants ayant placé leur argent dans la devise locale.

L'HISTOIRE DU JOUR

«**Faiblesse.**» La contestation, que certains ont déjà baptisée «révolution d'octobre», est la plus importante depuis la révolution du Cèdre en 2005. A l'époque, un million de personnes étaient descendues dans les rues pour réclamer le départ des troupes syriennes après l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri, imputé à Damas. Mais contrairement à 2005, était absente des rangs des manifestants, cette fois-ci toutes les composantes de la société sont réunies. L'enjeu pour les manifestants est désormais d'organiser le mouvement. Contrairement à la contestation née au moment de la crise des déchets en 2015, impulsée par une myriade de collectifs dont le fameux «Vous puez!», les manifestations de ces derniers jours sont totalement spontanées. «Ce qui au début a fait la force du mouvement pourrait commencer à devenir sa faiblesse, prévient le politologue Karim El Mufti. Le régime va coûte que coûte essayer de trouver les failles de cette rue qui lui fait face.»



LIBÉ.FR

Gouvernement en Israël : le général Gantz en mission impossible

Après l'échec de Nétanyahou, le centriste Benny Gantz est désormais chargé de former un nouveau gouvernement en Israël. Si l'ex-général y parvient, il deviendra Premier ministre et mettra fin au long règne du «roi Bibi». Un exploit, d'autant plus pour un homme entré en politique il y a moins d'un an. Sauf que la plupart des observateurs lui prédisent le même sort et s'interrogent sur les issues à l'impasse politique qui paralyse le pays depuis presque un an. PHOTO AFP

60%

des oiseaux conservés dans les muséums d'histoire naturelle sont des mâles (et 52% des mammifères), selon une étude sur près de 2,5 millions de spécimens d'oiseaux et mammifères. «*Nous nous intéressons aux préjugés de genre dans le milieu scientifique, où il y a une surreprésentation de chercheurs hommes blancs aux postes haut gradés*, explique Natalie Cooper, responsable de l'étude. *Aussi trouvions-nous intéressant de voir si ce biais se retrouvait dans les collections.*» La réponse est oui. Est-ce grave? «*En ignorant les femelles, nous n'avons pas un tableau complet du vivant ; or cela est essentiel pour prédire, entre autres, comment la taille des corps pourrait répondre au changement climatique.*»

UE (1) Les Vingt-Sept soutiennent un report du Brexit

Les vingt-sept pays membres de l'Union européenne soutiennent le principe d'un report du Brexit au-delà du 31 octobre mais discutent toujours de sa durée, a indiqué mercredi soir une source européenne à l'issue d'une réunion des ambassadeurs à Bruxelles. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, avait recommandé aux pays membres «*d'accepter la demande britannique pour un nouveau report*», sans évoquer lui non plus de durée pour ce troisième report.

UE (2) La Commission plaide pour l'entrée de la Croatie dans Schengen

La Commission européenne a estimé mardi que la Croatie remplissait les «*conditions nécessaires*» pour devenir membre de l'espace Schengen. Mais la décision reviendra in fine aux pays membres, qui devront se prononcer à l'unanimité. La Commission a fait le bilan d'évaluations menées depuis 2016 sur les progrès réalisés par le pays pour intégrer cette zone de libre circulation où les contrôles aux frontières ont été abolis. «*Je fais confiance aux Etats membres pour prendre les bonnes décisions afin que la Croatie devienne bientôt un membre de Schengen à part entière*», a déclaré le président de la Commission, Jean-Claude Juncker.

«La droite s'est préparée, avec le soutien international, à un coup d'Etat.»



EVO MORALES
le président bolivien

Evo Morales a dénoncé la grève générale déclenchée mercredi en Bolivie à l'appel de l'opposition, la comparant à un «*coup d'Etat*», dans ses premières déclarations publiques depuis l'élection présidentielle de dimanche. «*Comment se manifeste le coup d'Etat? En ne laissant pas le dépouillement des bulletins de vote se faire, en incendiant des structures de l'Etat, comme les tribunaux électoraux départementaux, en menaçant les locaux de campagne [du parti au pouvoir]*», a martelé le dirigeant, après le début d'un mouvement de débrayage à l'initiative d'organisations de la société civile proches de l'opposition. Evo Morales s'est par ailleurs dit «*totalemment sûr*» d'avoir remporté l'élection, dont le comptage des voix fait polémique.

Chili : grève générale malgré les concessions du Président



A Santiago (Chili), mercredi. PHOTO P. SANHUEZA. REUTERS

Des milliers de personnes ont manifesté à Santiago et dans d'autres villes du Chili mercredi, au premier jour d'une grève générale lancée à l'appel des principaux syndicats et mouvements sociaux du pays, insatisfaits des mesures proposées par le président néolibéral, Sebastián Piñera. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT), principale confédération syndicale du pays, ainsi qu'une vingtaine d'organisations de travailleurs et d'étudiants, avaient appelé à y participer. Elles condamnent notamment la décision pré-

sidentielle d'imposer l'état d'urgence à la majeure partie du pays, de recourir au couvre-feu et de faire intervenir les forces armées. «*Nous demandons au gouvernement de restaurer l'ordre institutionnel démocratique, ce qui signifie en premier lieu l'abandon de l'état d'urgence et le retour des militaires dans leurs casernes*», ont réclamé les organisations, alors que 9 des 16 régions du pays sont sous état d'urgence. En tout, 20 000 militaires et policiers ont été déployés pour tenter d'endiguer les violences en cours depuis

vendredi et qui ont fait 18 morts dans le pays, dont un enfant de quatre ans. C'est la première fois que des militaires patrouillent dans les rues depuis la fin de la dictature du général Pinochet (1973-1990).

A l'issue de discussions, boycottées par les partis d'opposition de gauche, Sebastián Piñera a tenté d'éteindre la colère sociale en proposant mardi soir plusieurs mesures, dont une augmentation de 20% du minimum retraite, le gel des tarifs de l'électricité et une hausse du salaire minimum. Piñera a par ailleurs totalement changé de ton, reconnaissant ne pas avoir anticipé l'explosion sociale due à l'augmentation du prix des transports publics. Il a également proposé la réduction du traitement des parlementaires et des hauts fonctionnaires, de pair avec la baisse du nombre de parlementaires et une limitation du nombre de leurs mandats successifs. Mais les syndicalistes exigent du gouvernement un agenda social préparé en commun pour servir de base à une sortie définitive de la crise.

**VOUS ÊTES PROF,
VOUS ÊTES CRÉATIF,
VOUS MONTEZ DES
PROJETS PÉDAGOGIQUES
ORIGINAUX**

**DÉPOSEZ VOTRE CANDIDATURE POUR PARTICIPER
AU FORUM DES PROFESSEURS INNOVANTS, ORGANISÉ
PAR LE CAFÉ PÉDAGOGIQUE ET «LIBÉRATION».**

**LES 100 ENSEIGNANTS SÉLECTIONNÉS SERONT INVITÉS
LE 23 NOVEMBRE PROCHAIN, À PARIS.**

**LES INSCRIPTIONS S'ACHÈVENT
LE 1^{ER} NOVEMBRE**

[HTTP://ENSEIGNANTS-INNOVANTS-2019.NET/](http://ENSEIGNANTS-INNOVANTS-2019.NET/)



Par
CHARLOTTE BELAICH

Condamnations et appels à la démission. On s'était habitués à cet enchaînement, reproduit par la plupart des élus lorsqu'un de leurs pairs est empêtré dans une affaire. A fortiori quand celui-ci n'est pas de leur camp. Mais depuis la rentrée, tout est sens dessus dessous. On aura entendu le frontiste Nicolas Bay se désoler du verdict Balkany, le socialiste Jean-Christophe Cambadélis dénoncer le procès fait au chef des insoumis, Jean-Luc Mélenchon, et ce dernier encourager le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, à rester à son poste. Pour le député LR Philippe Gosselin, «il s'est passé quelque chose en septembre avec la multiplication des affaires. Ferrand, Balkany... Il y avait tout le monde donc il y a eu une prise de conscience multipartisane d'une judiciarisation excessive». Au-delà des diverses procédures judiciaires qui les visent, nombreux sont les élus qui dénoncent la pression médiatique et populaire : on leur demanderait, dénoncent-ils, d'être «plus blancs que blancs». Sincère dénonciation d'un traitement sévère, déni de réalité ou réaction stratégique ? Puisque tous les partis sont inquiétés et que de nombreux hommes politiques redoutent de l'être, mieux vaut serrer les rangs et dénoncer en chœur la tyrannie de l'exemplarité pour se prémunir. Moins de coups contre ses congénères, plus pour le supposé tribunal médiatico-judiciaire. Mais l'opportunisme n'explique pas tout. Les protestations des élus montrent aussi, maintenant que les conséquences de la moralisation de la vie publique se font sentir, que certains n'ont jamais vraiment accepté cette voie. En premier lieu à droite, dans l'opposition depuis 2012, mais pas seulement.

Avalé la pilule

«Ce que révèlent les réactions récentes, c'est que le consensus autour de ces lois était un consensus de façade. Ce n'était pas quelque chose de spontané. Ils l'ont subi pour répondre au "tous pourris"», explique Bélih Nabli, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques et auteur de *la République du soupçon* (Cerf, 2018). Imposés par les exécutifs successifs à partir des années 90, les textes venus assainir la vie politique ont le plus souvent été dégainés à la suite de scandales. C'est le cas notamment des lois relatives à la transparence de la vie publique, votées à l'initiative du gouvernement Ayrault en 2013, après l'affaire Cahuzac. C'est à cette époque que le Parquet national financier a vu le jour. Difficile, dans ces circonstances, de protester. De nombreux élus ont donc avalé la pilule sans broncher mais sans se faire à l'idée de devoir rendre des comptes à ceux qu'ils représentent. Une question d'habitude dans un pays où l'opinion a longtemps été tolérante et la justice arrangeante. Et six ans après le vote instaurant la déclaration de patrimoine des députés, certains ne décolèrent pas.

Les politiques ont la moralisation dans les chaussettes

Alors que la demande de transparence s'est accrue ces dernières années, de nombreux élus ne se font pas à l'idée de devoir rendre des comptes à ceux qu'ils représentent et trouvent que l'exigence d'exemplarité va trop loin.

«Le système est conçu sur des coups de colère. On a créé des législations presque vexatoires, soutient Philippe Olivier, eurodéputé et proche conseiller de Marine Le Pen, elle-même confrontée à plusieurs affaires. Qu'on veuille à ce qu'il n'y ait pas d'enrichissement, de conflits d'intérêts, OK, mais le système des déclarations [de patrimoine et d'intérêts] est extrêmement inquisitorial. Ce sont des gens qui se dévouent quand même au bien public et sont considérés a priori comme des corrompus ou des criminels.» Autre sujet de crispation : les justificatifs de factures.

«Ça nous bouffe une demi-journée par semaine», s'insurge le député LR Julien Aubert. Selon lui, ces «contrôles nombreux et inefficaces viennent perturber le travail».

«Vie de chien»

L'affaire Rugy, cet été, a agi comme un catalyseur. Des élus, y compris parmi les partisans de l'assainissement démocratique, se sont demandé si ça n'allait pas trop loin. Qu'on édicte des règles, oui, mais que l'exigence d'exemplarité ne s'en satisfasse plus et provoque ainsi la démission d'un ministre qui n'était pas formellement sorti du cadre réglementaire, non. «Ça m'a secoué, ra-

conte le député Modem Bruno Millienne. Il y a trente ans, un ministre démissionnait parce qu'il était coupable, après parce qu'il était mis en examen, et maintenant, parce qu'il est en photo avec du homard. Il est temps de revenir à quelque chose de normal : le droit, rien que le droit.» La démission de François de Rugy a en effet créé un précédent, le ministre de la Transition écologique n'ayant pas été inquiété par la justice mais soumis à la pression populaire, politique et médiatique. «Cela a posé la question du tribunal de l'opinion», souligne l'historien Jean Garrigues, auteur des *Scandales de la Républi-*



que, de Panamá à l'affaire Benalla [Nouveau Monde éditions]. C'est un moment de cristallisation de cette réflexion sur les excès possibles de la moralisation.» Le député centriste Philippe Folliot dénonce ainsi un «tribunal médiatico-populaire qui brise les parcours et broie sans trop se poser de questions». Le sentiment d'injustice ressenti par certains élus est d'autant plus fort qu'ils considèrent avoir fait des efforts. «Une partie des élus, toutes tendances confondues, a le sentiment que ce ne sera jamais assez alors qu'on n'arrête pas d'ajouter des couches successives», assure Philippe Gosselin (LR), qui s'est opposé à chacune des «couches» en question. Au risque, selon de nombreux parlementaires, de décourager des vocations et d'aboutir à un problème de recrutement des élites politiques... «C'est une vie de chien dont plus personne ne va vouloir, juge le RN Philippe Olivier. Le niveau des élus va dégringoler.» On en oublierait presque que l'extrême droite a prospéré sur le slogan «tête haute et mains propres», jetant le discrédit sur tous les partis se succédant au pouvoir. «C'est vrai qu'on a peut-être participé au climat anti-politique, assume l'élu RN. Mais là, on est tombé dans un autre excès :



PHOTO DENIS ALLARD

c'est une chasse politique, votre vie est étalée en permanence, ce que vous achetez, ce que font vos enfants...» Une fragilisation des élus qui appauvrirait le politique. «Si on n'arrive plus à s'exprimer librement parce qu'on sait qu'on va être jugé et que la vague sera violente... je m'inquiète un peu pour la suite. A force de laver plus blanc que blanc, on sera transparents», ose le centriste Philippe Folliot. Plus d'exemplarité, moins d'idéologie, comme si à force de moralisation, on délaissait forcément les batailles politiques.

«Un autre monde»

Il y a ceux qui agitent la menace de la dépolitisation et d'autres qui brandissent la carte «danger, populisme». Ainsi, la sénatrice écologiste Esther Benbassa avertit : «Il y a une fixette sur l'argent gagné par les élus mais nous méritons ce que nous gagnons. Nous ramener à cette condition de voleurs, de profiteurs, c'est prendre le risque d'affaiblir le Parlement ; si on répand cette idée de "tous pourris", les gens iront voter extrême droite.» Ce qui revient à oublier que ce n'est ni la transparence ni le traitement médiatique des affaires qui discrédite le politique mais bien les affaires ou les promesses non tenues. «C'est un

vieux paradoxe français : le scandale politique ou l'éclairage des excès alimentent l'antiparlementarisme mais si on ne passe pas par là, le système ne se purge pas», explique Jean Garrigues. Et le système, justement, n'est probablement pas totalement «purgé». Contrairement au ressenti de certains élus, on peut encore mieux faire. «Ce qui est considéré comme un excès de transparence est une manière d'arriver à un degré de moralisation qui existe un peu partout aujourd'hui», analyse l'historien. Autrement dit, on parlait de loin. «Il y a des élus qui n'imaginent pas prendre le métro», confirme René Dosière, député socialiste pendant vingt-cinq ans, qui a consacré une partie de son activité politique à traquer les dépenses de l'Élysée et qui préside désormais l'Observatoire de l'éthique publique. Selon lui, la faute en revient, notamment, à l'héritage monarchique de la France. «Quand vous êtes dans un palais national, avec la garde républicaine, tout le passé de la France qui se retrouve là...» Comprendre : ça monte à la tête. «Ce n'est pas forcément une question d'argent, juge l'ancien député. Quand Mélenchon est mis en cause, qu'il insulte la police et dit qu'il a le droit parce qu'il est élu... Ça donne

le sentiment qu'ils vivent dans un autre monde.»

C'est le cœur du problème : au-delà des règles, c'est une façon de penser, et de se penser, en tant que représentant, qui est en cause. Compliqué, pour certains, de se considérer comme un citoyen comme les autres. Plus difficile encore de concevoir qu'on puisse leur demander plus et mieux. «Quelle autre profession est tenue, pour montrer son honnêteté, de publier tout son patrimoine?» s'agace un élu. «Il faudrait être juste, droit, sans failles... La pureté est un idéal auquel je ne crois pas. Il y a une rigidité de plus en plus apparente qui est le signe d'une société qui ne va pas bien», s'alarme Esther Benbassa. Même écho de l'autre côté de l'échiquier politique. Julien Aubert : «On confond ce qui est légal avec ce qui est moral. On ne fait pas de politique pour être comme saint François d'Assise. On est à l'image des Français.» Pas question donc d'être des modèles de vertu. La célébration des contradictions de Jacques Chirac en est l'illustration. «Il ressemblait un peu à tous les Français, de il était à la fois râleur, un peu menteur, gouailleur, ripailleux, mais en même temps le cœur sur la main et attentif aux autres», louait par

exemple Dominique de Villepin au lendemain de la mort de l'ancien président. Comme un attachement aux défauts qui humaniseraient nos hommes politiques, à leurs vices qui les rendraient moins lisses.

«Certains sacrifices»

Ce qui bloque, c'est donc le concept d'exemplarité : l'idée que les élus doivent être plus irréprochables que le commun des mortels car ils sont justement plus que ça. Pas seulement des citoyens, mais l'incarnation d'une fonction. «Les politiques doivent accepter d'être plus prudents, décents, réservés, que les citoyens lambda», juge la philosophe Laurence Hansen-Løve. *L'homme politique n'a pas à dire ce qu'est la vertu ou se poser comme un modèle. Chacun sa conception de la morale, c'est une affaire intime. Mais ils doivent être exemplaires dans leur comportement. C'est possible que ça en décourage quelques-uns, mais ça ne devrait pas décourager les gens qui sont soucieux du bien commun. Quand on veut faire de la politique, on doit faire certains sacrifices, être capable de se restreindre, de se contrôler.»* Machiavel disait que l'homme politique doit paraître avoir les qualités qu'on attend de lui, pas forcément les avoir. ◀

Carnet

DÉCÈS

Un soleil nous a quittés. Notre ami, notre frère JB Dug, artiste peintre, compagnon de route du 59 Rivoli et du Jardin Denfert s'en est allé. Sa générosité, sa grandeur d'âme et sa chaleur humaine seront précieuses pour nous aider à traverser ces ténébreux. Va en paix, JB, notre amour est avec toi pour toujours.

JB DUG



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes : 153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : -10 %

Tél. 01 87 39 84 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00
carnet-libe@teamedia.fr
La reproduction de nos petites annonces est interdite

LIBÉ.FR

Municipales : l'exécutif n'essaiera pas d'interdire les «listes communautaires»

C'est ce qu'a indiqué mardi l'entourage du Premier ministre alors que LR prépare une proposition de loi contre les «listes communautaristes». Dans leur viseur, l'Union des démocrates musulmans français (UDMF), qui espère présenter des candidats dans une quinzaine de communes en mars (lire notre enquête publiée mardi). «Ce n'est pas au gouvernement de décider qui a le droit de se présenter ou non», a indiqué cette source à Matignon. Mais «on peut aller au combat en dénonçant le fait même que se montent de telles listes».



«Je suis malheureuse à l'Assemblée, je fais mon travail mais j'y trouve peu de plaisir», raconte Valérie Lacroute (LR). PHOTO ALBERT FACELLY

Dans la majorité, il est délicat de douter ouvertement de son rôle de parlementaire, et rares sont ceux qui ont délaissé un fief. Député apparenté Modem, Laurent Garcia vante «une expérience précieuse de la mécanique législative» mais pas de nature à le retenir. Maire de Laxou (Meurthe-et-Moselle) de 2008 à 2017, il espère y être réélu et se met sur les rangs pour la métropole du Grand Nancy. A l'inverse de Laurent Furst, la réforme institutionnelle, pourtant dans les limbes, a joué dans son come-back : «Si on applique la réduction du nombre de parlementaires et la dose de proportionnelle, le département passera de six à trois députés, on n'aura plus la même proximité.»

Cambouis. Investi par LREM à Metz, Richard Lioger parle d'un «tropisme pour le local» : «L'Assemblée nationale reste l'épicentre de la vie politique, c'est un travail essentiel mais plus abstrait.» Ancien premier adjoint (PS) ayant rejoint Macron en 2016, il s'est présenté aux législatives pour LREM après le faux bond d'une postulante, «mais ce qui m'intéressait, c'était Metz». «Je me réalise plus dans ce mandat, par exemple dans le fait de voir le quartier autour du centre Pompidou sortir de terre. Psychanalytiquement, ça doit être lié à l'idée de laisser une trace.» développe Lioger.

Cette envie de remettre les mains dans le cambouis de la «vraie vie» les met tous d'accord. «Si je me présente, j'y perdrai financièrement, je devrais reprendre une activité. Mais sur le terrain, on se sent plus utile», respire Valérie Lacroute. «Maire, c'est peut-être moins prestigieux, on ne papote pas avec les ministres dans l'hémicycle, mais n'est-on pas plus utile?» demande – et répond – Laurent Furst. Luc Carvounas résume : «C'est de l'intérêt général tous les jours, des soucis, mais tant de joies.» Le socialiste a travaillé en bonne entente avec le maire, mais d'autres racontent une succession compliquée – qu'ils n'ont parfois pas facilitée. S'ils sont réélus maires, ils céderont leur siège de député à leur suppléant. Cette fois sans nostalgie. ◀

Non-cumul des mandats : ces députés qui ont le mal de maire

Plusieurs parlementaires veulent retenter leur chance aux municipales, histoire de renouer avec le terrain. Un point de chute idéal en cas de réduction du nombre de parlementaires.

Par LAURE EQUY

Heureux qui comme un ancien maire a fait un détour par l'Assemblée nationale... et puis rêve de revenir à son Ithaque municipale. Contraints par la loi sur le non-cumul des mandats de choisir entre leur siège

d'édile et leur fauteuil de député, ils ont signé pour le Palais-Bourbon. Sans avoir fait le deuil de leur hôtel de ville.

«Ne plus occuper la fonction de maire d'Alfortville m'a arraché les tripes», réalise Luc Carvounas, député PS du Val-de-Marne depuis 2017. Comme lui, ils sont nombreux à se vivre en amputés du cumul, peinant à faire le deuil de ce «bras qu'on nous a coupé», dit un élu LR. A cinq mois des municipales, certains espèrent faire le chemin inverse. Certes, ils ne seront pas nombreux, la plupart ayant tranché ce dilemme aux dernières législatives. A droite ou à gauche, le contexte électoral de 2017 a parfois décidé pour eux. Quant aux marcheurs, souvent néophytes, peu sont concernés. Mais ces quelques

tenants du revenez-y municipal sont emblématiques d'une fin du cumul mal digérée par les élus, d'une tentation de repli sur un Aventin ou de la dévitalisation du Parlement, en rupture avec une image d'Épinal qui offrirait plus de lustre au député.

L'HISTOIRE DU JOUR

«Sacerdoce». Ces candidats n'ont pas de mots assez fleuris pour faire l'éloge du mandat de maire. Rien de moins qu'un «sacerdoce», «un attachement charnel à la ville», «une passion d'agir», louent-ils, déjà en campagne. Mais alors pourquoi cet aigüillage en 2017? Les raisons sont diverses. Certains se sont fait fort de préserver le territoire de la vague En marche. C'est ce qu'assure Luc Carvounas. Quand il a vu la file

d'impétrants macronistes lorgner la circonscription, l'alors sénateur s'est présenté pour «installer un cordon sanitaire» autour d'Alfortville, historiquement à gauche, cédant l'écharpe de maire à son premier adjoint. De même pour Valérie Lacroute, députée LR et ancienne maire de Nemours (Seine-et-Marne). «Au parti et localement, on m'a demandé d'y retourner, mais ce n'était pas mon choix premier», avoue-t-elle, encore en réflexion pour le scrutin de mars. D'autres ont anticipé les promesses institutionnelles du candidat Macron qui comptait limiter le cumul dans le temps à trois mandats. Maire LR de Molsheim (Bas-Rhin) depuis 1995, Laurent Furst a devancé le couperet. Mais sur les bancs de l'hémicycle, c'est l'ennui qui gagne.

D'autant plus pour la droite, qui enchaîne un deuxième mandat dans l'opposition. «Ce n'est vraiment pas drôle, la situation est source de frustration considérable. Macron a transformé l'Assemblée en Chambre de validation de ses décisions», se désole l'Alsacien Furst. «Au moins, avec les socialistes, on avait un débat idéologique. Nos amendements n'étaient pas plus votés, mais on savait pourquoi», complète Valérie Lacroute. Je suis malheureuse à l'Assemblée, je fais mon travail, mais j'y trouve peu de plaisir. Et en circo, on fait surtout de la représentation.» Même petite forme pour Carvounas, qui s'est déclaré mi-octobre candidat à la mairie : «Dans sa pratique du pouvoir, Macron a encore plus mis en lumière l'inutilité du Parlement.»



LIBÉ.FR

Macron à Grande Glorieuse : «La biodiversité permet de "déconflictualiser" les choses»

Après la séquence immigration la veille à Mayotte, Macron a voulu, mercredi, par sa présence symbolique à Grande Glorieuse (îles Eparses, territoire français proche et revendiqué par Madagascar), une première pour un président français, marquer son attachement à la préservation de la biodiversité. Sur l'archipel de 7 km², vivent 2590 espèces : afin de renforcer leur protection, le parc naturel marin va être classé réserve naturelle nationale en 2020. Lire notre reportage sur *Libé.fr*. PHOTO AFP

«Mesures gilets jaunes» : la fronde des députés évitée

Les patrons de la majorité peuvent respirer : l'Assemblée n'a pas assisté, dans la nuit de mardi à mercredi, à la naissance d'un groupe soudé de «marcheurs frondeurs». Plusieurs députés LREM avaient pourtant annoncé leur intention de s'opposer au gouvernement dans l'hémicycle pendant l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). En cause, le financement de plusieurs mesures dites «d'urgence»

décidées en début d'année pour apaiser la colère des gilets jaunes. Dérogeant à la loi Veil, l'exécutif a en effet décidé cette année de ne pas compenser dans le budget de la Sécurité sociale le coût de deux de ces mesures (avancer l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et rétablir un taux de CSG à 6,6% au lieu de 8,3% pour une partie des retraités). «D'une certaine façon, vous faites payer aux gilets jaunes ce que vous leur avez donné», a fait valoir le député LR Philippe Gosselin dans l'hémicycle, repris en écho par le communiste Sébastien Jumel. «Vous faites peser sur le peuple le poids de

vos propres turpitudes», a dénoncé ce dernier, s'adressant à la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. Pour la présidente du groupe PS, Valérie Rabault, le gouvernement fait peser «sur le mouvement des gilets jaunes le futur déficit de la Sécurité sociale».

En commission des affaires sociales, LR, PS, insoumis et PCF, aidés de plusieurs députés LREM, avaient réussi à ré-

tablir la compensation financière. Dans les rangs de la majorité, certains promettaient mardi de voter à nouveau l'amendement en séance plénière mais celui-ci a été rejeté largement (93 voix contre 51, dont 7 députés de la majorité). «C'était pourtant un amendement important, déplore la députée LREM Delphine Bagarry. Cela aurait pu donner des marges budgétaires à la Sécurité sociale pour investir ailleurs, dans les hôpitaux par exemple.» Conclusion du ministre du Budget, Gérard Darmanin, après un débat tendu dans l'hémicycle : «Quand bien même nous aurions retiré cette compensation, il n'y aurait pas eu la [résorption] du trou de la Sécurité sociale.»

LAURE BRETTON

DROIT DE SUITE

5,6 milliards

C'est la somme, en euros, récupérée par l'Etat sur les neuf premiers mois de 2019 dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale, un chiffre en nette hausse sur un an. Selon le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, l'Etat a engrangé, de janvier à septembre, 40% de plus que l'an dernier sur la même période. Le montant comprend notamment les 465 millions d'euros réglés par Google (en sus d'une amende de 500 millions d'euros) pour clore les procédures de redressement engagées à son encontre, un règlement obtenu en application de la nouvelle loi antifraude. Selon le syndicat Solidaires - Finances publiques, la fraude fiscale représente environ 80 milliards d'euros chaque année en France.

Saint-Raphaël Un homme interpellé après s'être retranché dans un musée

Un homme s'est retranché pendant environ quatre heures dans le musée archéologique de Saint-Raphaël (Var), avant d'être interpellé mercredi matin par le Raid. Selon la préfecture du Var, l'homme, qui a été placé en garde à vue, a agi seul et n'était pas armé. Il était entré dans le bâtiment au cours de la nuit, bien avant l'ouverture au public. Des inscriptions menaçantes en arabe («Le musée va devenir un enfer») ont été retrouvées sur les murs du bâtiment. D'autres inscriptions découvertes sur les murs et du mobilier étaient en cours d'analyse mercredi.

Matignon Sandro Gozi, conseiller d'Edouard Philippe, démissionne

La pression aura été trop forte. Ancien ministre des Affaires européennes italien et actuel conseiller Europe du Premier ministre français, Sandro Gozi a annoncé mercredi qu'il quittait ses fonctions à Matignon. Elu député européen sur la liste LREM en mai, arrivé au service d'Edouard Philippe fin juillet, Gozi est soupçonné d'avoir cumulé son emploi français avec un contrat de conseil pour le gouvernement maltais. Une activité qu'il est censé avoir déclarée à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) en prenant son poste à Paris.

FORUM Libération

FINANCE SOLIDAIRE

DES IDÉES ET DES ACTIONS POUR FAIRE BOUGER LA SOCIÉTÉ

CONSOMMATION, ENVIRONNEMENT, SOLIDARITE

MERCREDI 6 NOVEMBRE À PARIS

UNE SOIRÉE DE DÉBATS AVEC EDGAR MORIN, ISABELLE AUTISSIER, ERRI DE LUCA ...

PROGRAMME ET INSCRIPTION SUR LIBERATION.FR, RUBRIQUE ÉVÉNEMENTS
RENDEZ-VOUS À 18H À L'HÔTEL DE L'INDUSTRIE
4 PLACE SAINT-GERMAIN DES PRÉS, 75006 PARIS

#ForumLibeEngages

EN PARTENARIAT AVEC





Extrait d'une vidéo de l'association Welfarm, tournée dans un abattoir près de Bordeaux. Chaque année en France, 10 millions de porcelets sont castrés avant 8 jours.

MALTRAITANCE ANIMALE

«Les porcelets hurlent de douleur»

Une nouvelle vidéo de l'association Welfarm montrant des cochons castrés sans anesthésie révèle une réalité choquante mais banale, parfois en contradiction avec les normes européennes.

Par
SARAH FINGER

À son corps défendant, le porc est notre viande préférée : chaque Français en engloutit 33 kg par an. Pour satisfaire cet appétit, 24 millions de cochons ont été abattus en 2018 en France. Parmi eux, 95 % proviennent de l'élevage intensif. Là, dès leurs premiers jours de vie, les porcelets rencontrent la souffrance. Welfarm relaie ainsi, pour la première fois en France, des images montrant comment les mâles sont castrés. Elles ont été tournées en août, en caméra cachée, par l'association d'activistes pro-animaux DxE

(Direct Action Everywhere), dans un élevage situé près de Bordeaux et fournissant l'IGP (indication géographique protégée) Jambon de Bayonne. «On y voit les testicules coupés au scalpel, sans anesthésie. Les porcelets hurlent de douleur. La plaie est laissée ouverte», décrit Pauline di Nicolantonio, responsable de la campagne Stop castration à Welfarm. En diffusant ces images, nous dénonçons Jambon de Bayonne qui a rendu cette mutilation obligatoire dans son cahier des charges.»

«TREMBLEMENTS»

Les images sont choquantes, mais la réalité banale : 10 millions de porcelets sont castrés chaque année, avant l'âge de 8 jours, par les éleveurs (même «bio», même Label Rouge), sans anesthésie ni traitement de la douleur. «Dans les heures qui suivent», détaille Armelle Prunier, spécialiste de l'élevage porcin à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), on constate une prostration, des tremblements et des spasmes chez les porcelets. Leur souffrance dure plusieurs jours.» Cette mutilation est pratiquée à cause de «l'odeur de ver-rat» qui ne concerne que 3 % à 5 % des mâles, et rend leur viande odorante. «En France, 85 % des mâles sont castrés alors que des alternatives fiables et viables économiquement sont utilisées chez nos voisins européens», dénonce Pauline di Nicolantonio. La castration est en effet marginale ou inexistante au Royaume-Uni, en Irlande, en Norvège, en Suisse, en Suède, au Portugal, en Espagne, aux Pays-Bas... Et l'Allemagne a voté son interdiction d'ici à 2021. En France, on freine encore des quatre fers, même si l'Ifip (institut du porc) reconnaît que la castration représente «un acte douloureux». Seul un poids lourd du secteur a franchi le pas : la Cooperl Arc Atlantique, qui abat 5,8 millions de porcs par an, affirme que 85 % de ses éleveurs ont cessé de castrer.

Pourtant, en août 2018, Stéphane Travert, alors ministre de l'Agriculture, évoquait un «engagement avec la filière porcine» en vue de



«En France, 85 % des mâles sont castrés alors que des alternatives sont utilisées» ailleurs en Europe, dénonce Pauline di Nicolantonio de Welfarm. CAPTURES WELFARM

la présentation «fin 2018» d'un plan de sortie de la castration des porcs. Ce plan n'a jamais vu le jour. «On constate jusqu'ici une totale absence de volonté politique pour faire cesser de telles pratiques. C'est le statu quo», conclut Pauline di Nicolantonio, qui souligne que la pétition contre la castration des porcelets lancée par Welfarm a déjà recueilli plus de 175 000 signatures.

La castration n'est pas la seule source de souffrance des porcelets : peu après leur naissance, ils subissent une caudectomie (coupe partielle de leur queue) réalisée avec un bistouri, une pince coupante ou un coupe-queue thermique. Cette mutilation vise à éviter que les cochons, qui se meurent d'ennui dans des box surpeuplés, ne se mordillent mutuellement la queue. Là encore, aucune prise en charge de la douleur. Or la queue est innervée jusqu'à son extrémité. «On peut supposer l'existence d'une douleur chronique similaire à celle décrite chez l'homme après une amputation», note l'Inra dans une expertise sur les douleurs animales. Une directive européenne (1) datant de 1994, puis réitérée en 2008, interdit d'y avoir recours systématiquement. Or, en France, la caudectomie est pratiquée sur la quasi-totalité des porcelets. «Depuis quatre ou cinq ans, note Armelle Prunier, l'Europe met la pression sur les Etats membres pour mettre fin à cette violation de la législation.» Les résultats ne sont guère probants, d'autant qu'aucune volonté politique ne les encourage, comme en témoigne cette déclaration de Stéphane Travert, en juillet 2018, devant le Sénat : «Il est nécessaire de préserver cette possibilité [couper la queue des porcelets, ndlr] en cas de besoin et de responsabiliser les professionnels sur le cadre strict de la réglementation...»

La réglementation, justement, prévoit aussi l'accès permanent, et en quantités suffisantes, à des «matériaux permettant des activités de recherche et de manipulation : paille, foin, bois, sciure, compost de champignons, tourbe ou mélange». Les cochons aiment en effet mâcher, fouiller, déplacer, par exemple de la

paille. Ces activités permettraient d'éviter qu'ils ne mordillent la queue ou les oreilles de leurs congénères. Qu'en est-il dans les faits ? Dans l'écrasante majorité des cas, ce texte n'est pas respecté. Les cochons sont élevés sur caillebotis, un sol ajouré qui laisse passer l'eau et les déjections. Les «matériaux de recherche et de manipulation» se limitent généralement à une chaîne pendue à une paroi. «J'ai vu plusieurs dizaines d'élevages», raconte William Burkhardt, le fondateur de DxE. «Les cochons ne disposent le plus souvent que d'un bout de chaîne, parfois une balle suspendue... c'est tout.»

CLAQUAGE

La directive européenne évoquée plus haut interdit également que soit pratiquée «en routine» une autre mutilation très douloureuse : la coupe ou le meulage des dents. Réalisée à l'aide de pinces coupantes ou d'une meuleuse électrique, elle vise à éviter que les petits ne se mordent entre eux. Toujours pas d'antidouleurs ni d'anesthésie. La structure des dents étant proche de celle de l'homme, on peut imaginer les souffrances entraînées par ces interventions. «Sachant que plusieurs études suggèrent que les bénéfices liés à l'épointage des dents sont limités, plusieurs auteurs [scientifiques] ont suggéré l'abandon de cette pratique qui ne devrait d'ailleurs pas, de par la loi, être utilisée de façon systématique», note une expertise de l'Inra. Des préconisations restées, là encore, lettre morte : selon Welfarm, 93 % des porcelets subissent cette mutilation.

Au sein des 14 000 élevages porcins persiste une autre pratique, plus obscure : celle du «claquage», qui consiste à tuer contre un mur ou une paroi les porcelets trop faibles. Dans une vidéo diffusée par l'association DxE, Florence, 31 ans, explique avoir travaillé six ans dans un élevage en Bretagne. Elle raconte : «C'est bim, les plus faibles, ceux qui prennent de la place [...] on élimine directement [...] on leur cognait la tête contre un mur ou contre les parois où

«La truie avait au moins dix trous dans la tête et elle vivait encore. Il a fallu la finir à la masse. C'était horrible. Ensuite, j'ai pleuré tout le week-end et compris que j'avais accepté jusque-là des choses pas acceptables.»

Karine Ancienne employée d'un élevage porcine

étaient enfermées les truies.» La pratique est officielle, comme en témoigne un document intitulé «Euthanasie en élevage de porcs», publié par TechniPorc en 2004 : il y est expliqué que pour les porcelets de moins de 8 kilos, «la technique la plus efficace est l'assommage par un choc sur le crâne», et plus précisément un «choc de la tête contre une paroi ou à l'aide d'un marteau». Certes «peu élégante», cette technique, est-il précisé, «se doit d'être appliquée avec conviction». Son coût est même chiffré : zéro euro pour la paroi, «10 à 15 euros» pour le marteau. Cette pratique est-elle légale ? Pauline di Nicolantonio, de Welfarm, souligne que la loi prévoit une mise à mort d'urgence pour les animaux malades ou en souffrance. Mais dans le cas du claquage, il s'agit souvent de porcelets surtout «non viables économiquement». Nuance...

Par ailleurs, l'euthanasie maison ne concernerait pas que des petits, si l'on en croit Karine (2), qui a travaillé pendant dix ans dans plusieurs élevages porcins. «Le claquage, c'était tout le temps, parce qu'il y a beaucoup de porcelets moins viables. C'était comme ça.

Mais le pire, pour moi, ça a été de tuer une truie qui avait un problème locomoteur. Elle ne tenait plus sur ses pattes. Avec mon collègue, on a essayé au matador [pistolet d'abattage, ndlr], mais ça ne marchait pas, parce qu'il était mal réglé. A la fin, la truie avait au moins dix trous dans la tête et elle vivait encore. Il a fallu la finir à la masse. C'était horrible. Ensuite, j'ai pleuré tout le week-end et compris que j'avais accepté jusque-là des choses pas acceptables.»

CONTENTION DES TRUIES

Reste un autre point noir dans le mal-être en élevage porcine, totalement légal : la contention des truies. La France compte près d'un million de truies reproductrices ; chacune donne naissance en moyenne à 26 petits par an. Et toutes sont placées une grande partie de leur vie (environ cinq mois par an) dans des cages individuelles dans lesquelles elles ne peuvent même pas se retourner. Seulement faire un pas en arrière, ou un pas en avant... «Avant 2013, elles ne sortaient jamais de ces cages», rappelle Claire Hincelin, responsable communication du CIWF. Depuis, la loi a fait un peu progresser leur condition. Mais le chemin vers le «bien-être» reste long : «En 2014, le CIWF a réuni 475 000 signatures dans l'UE pour que la directive européenne prévoit le minimum de confort dans les élevages porcins soit appliquée. Hélas, peu de choses bougent», déplore Claire Hincelin. Mais les ONG gardent espoir : mardi 29 octobre, elles sont conviées au ministère de l'Agriculture pour parler, encore, «bien-être animal». Toutes attendent enfin des mesures concrètes. ◆

(1) Directive 2008/120/CE.

(2) Le prénom a été changé, à sa demande.



Retrouvez la vidéo de l'association Welfarm en exclusivité sur notre site internet.



LIBÉ.FR

«L'histoire des trottoirs raconte des petits bouts de notre société»

Mardi soir, une cinquantaine de militantes féministes se sont retrouvées pour réaliser des pochoirs de messages de revendication dans les rues de Paris. Une manière d'investir l'espace public, majoritairement masculine la nuit. Les pochoirs étaient réalisés «dans les zones où il y a beaucoup de passage, devant les arrêts de bus, les établissements scolaires» et devant des lieux symboliques. PHOTO MARIE ROUGE

Plan pour les «aidants»: pas trop tôt, mais peut mieux faire

L'exécutif a annoncé mercredi la création d'un congé pour les personnes épaulant un proche. D'une durée de trois mois maximum sur l'ensemble de la carrière, il est jugé trop court par les associations.

Par **MAÏTÉ DARNAULT**

De plus en plus visibles, mais encore trop isolés. Les aidants, ces proches – famille, amis, voisins – qui accompagnent au quotidien une personne dépendante en raison de l'âge, d'une maladie ou d'un handicap, seraient aujourd'hui 11 millions dans le pays. Dévoilant mercredi sa «stratégie de mobilisation et de soutien aux aidants 2020-2022», le gouvernement a décidé de leur consacrer une enveloppe de 400 millions d'euros sur trois ans, afin de «reconnaître leur rôle et d'améliorer leur qualité de vie». Un comité de suivi devra se réunir deux fois par an pour évaluer la mise en place des 17 mesures annoncées, dont la majorité entrera en vigueur en 2020, a annoncé la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées, Sophie Cluzel.

Un délai un peu long pour Pascal Jannot, président fondateur de l'association la Maison des aidants, qui salue tout de même une avancée: «Cela fait dix ans que c'est une urgence et c'est la première fois qu'un gouvernement semble avoir entendu tous les acteurs et propose un plan ambitieux.» «C'est une bonne base», abonde Hélène Rossinot, médecin de santé publique et auteure d'*Aidants, ces invisibles* (Editions de l'Observatoire, 2019), qui regrette cependant la faiblesse des moyens apportés.



Raphaëlle aide son père au quotidien dans une multitude de gestes, à Rillieux-la-Pape (Rhône). PHOTO HUGO RIBES. ITEM

Un congé de proche aidant indemnisé

C'est l'annonce phare de ce plan. Selon le dernier baromètre de la fondation April-BVA, 61% des aidants travaillent. Le congé de proche aidant, qui existe depuis 2017, permet aux seuls salariés de prendre une disponibilité de trois mois (sans solde, donc), renouvelable jusqu'à un an au cours d'une carrière. Le gouvernement prévoit désormais de le rémunérer, y compris pour les travailleurs indépendants, les chômeurs indemnisés et les fonctionnaires, pendant trois mois (de manière consécutive, fractionnée ou en complément d'un temps partiel). Tiré du budget de la Sécu, l'allocation versée à partir d'octobre 2020 par la CAF sera équivalente à l'allo-

cation journalière de présence parentale: 43 euros par jour pour les personnes vivant en couple et 52 euros par jour pour une personne seule. Environ 200 000 aidants pourraient y prétendre. «Trois mois, c'est inadapté à la réalité», déplore Hélène Rossinot. Un tiers des aidants prennent en effet soin de plusieurs personnes. Pascal Jannot a le même avis: «C'est mieux que rien, mais ça reste dérisoire au vu de ce qu'est l'aidance: une vie entière auprès d'un enfant handicapé, au moins quatre à cinq ans pour un proche âgé», rappelle-t-il. Cette mesure a le mérite de lancer le débat au sein des entreprises, «jusqu'à-là très silencieuses sur le sujet»: «70% des DRH ou des managers ignorent la situation de

leur employé, ils vont devoir s'impliquer pour que le risque de stigmatisation tombe», souligne Pascal Jannot.

L'institutionnalisation du répit

Sur les 400 millions dédiés à la stratégie en faveur des aidants, le gouvernement prévoit d'en fléchir 105 pour un «plan national de renforcement et de diversification des solutions de répit». A ce jour, elles restent parcellaires et inégales en fonction des territoires. Le gouvernement veut systématiser le déploiement de lieux dédiés, en se fixant comme premier objectif de doubler le nombre des «solutions de répit» (qui incluent l'aide à domicile) d'ici 2022. Mais cela doit passer par la création d'un «référentiel», dit

Henri de Rohan-Chabot, cofondateur et délégué général de la fondation France Répit, qui a ouvert en octobre 2018 la Maison de répit, près de Lyon, un lieu pionnier d'hébergement et de service pour les proches aidants et leur famille. Une initiative qu'il souhaite dupliquer: «Il faut créer un statut d'établissement, établir un cahier des charges avec la Haute Autorité de santé, de manière à ce que les maisons de répit aient toutes une offre de qualité équivalente, qu'on puisse garantir l'égalité des territoires. Le répit est une nouvelle discipline du soin, il faut l'encadrer.»

La main tendue aux plus jeunes

Les deux dernières mesures du plan sont consacrées aux

plus jeunes d'entre eux, dont 40% ont moins de 20 ans. La première étude qui leur a été consacrée par Novartis et Ipsos date de 2017. «La formation des médecins est importante, comme la sensibilisation des personnels de l'éducation nationale: il faut savoir les repérer, car cela reste tabou pour ces jeunes qui ont tendance à se replier sur eux-mêmes plutôt que de raconter leur quotidien avec un parent ou un frère malade», dit Hélène Rossinot. Dès la fin de cette année, l'aménagement des rythmes (assiduité et examens) pour les étudiants aidants pourra être mis en place. Restera à se pencher sur les lycéens et les collégiens, puisque 13% des jeunes aidants ont entre 13 et 16 ans. ◀



LIBÉ.FR

Consommation de drogues chez les jeunes : l'Académie de médecine alarmiste

L'institution a publié un texte sur la consommation de drogues licites et illicites chez l'adolescent, dans lequel elle souhaite une prévention précoce, dès les classes de primaire, et recommande un repérage médical des médecins scolaires. Les acteurs de la réduction des risques restent sceptiques sur un certain nombre de leurs recommandations. PHOTO AFP



Intempéries Le sud de la France balayé par des pluies importantes

Routes fermées, toitures et arbres arrachés, habitations inondées... Plusieurs départements du sud de la France ont été touchés mercredi par de fortes pluies, qui ont entraîné plusieurs interventions des secours, notamment dans l'Hérault (photo). Dans ce département, plus de 1000 personnes ont été évacuées. Mercredi soir, cinq départements étaient encore en alerte orange. Le phénomène météorologique a aussi entraîné la coupure de liaisons ferroviaires dans la région. PHOTO AFP

50 centimes

C'est l'augmentation moyenne du prix du paquet de cigarettes prévue à partir du 1^{er} novembre, d'après un arrêté ministériel daté du 17 octobre et publié au *Journal officiel* mercredi. Il s'agit de la neuvième augmentation du prix du tabac liée à une hausse des taxes depuis le début du quinquennat. Le 1^{er} mars 2018, le gouvernement avait fortement relevé les taxes, conduisant le prix moyen du paquet à atteindre 8 euros, contre 7,30 euros auparavant pour un paquet de Marlboro rouges par exemple. Cela avait fait chuter les ventes de 9,32% l'an dernier. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'arriver d'ici fin 2020 au prix de 10 euros, afin de réduire la consommation de tabac, qui tue 75 000 Français chaque année.

SNCF Le mouvement social des cheminots soutenu par les usagers

Plus de trois Français sur quatre estiment que la revendication des cheminots d'avoir au moins un contrôleur par train est nécessaire, selon un sondage Elabe pour BFM TV réalisé sur un millier de personnes et diffusé mercredi. Seulement 21% des personnes interrogées estiment que ce n'est pas nécessaire. Par ailleurs, 52% des sondés estiment que les cheminots ont eu raison de faire valoir leur droit de retrait après l'accident de TER survenu dans les Ardennes, le 16 octobre. Une proportion qui grimpe à 57% chez les usagers réguliers du train.

Travail Le gouvernement veut des supermarchés ouverts jusqu'à minuit

Débouté en mai par le Conseil constitutionnel, l'exécutif veut de nouveau autoriser l'ouverture des commerces alimentaires après 21 heures. En inscrivant cette activité à celles bénéficiant déjà d'une dérogation (cinémas, discothèques...), cela permettrait aux supérettes et supermarchés d'ouvrir tard tout en respectant l'interdiction de recourir au travail de nuit. Dans un communiqué, la CGT juge que la ministre du Travail se comporte comme «le bras armé de la grande distribution» et que ce projet touchera «une fois de plus, les salariés les plus précaires, souvent des femmes avec des charges de famille».

Rectificatif

L'article «Enfants maltraités: fêlures sur la ligne» de notre édition de mardi affirmait que le volet «prévention» était «le grand oublié» de la «stratégie nationale» de protection de l'enfance lancée par le secrétaire d'Etat Adrien Taquet. Ce dernier a réagi auprès de *Libération* après la publication de l'article, affirmant que la prévention était au contraire «le premier engagement de la Stratégie nationale de protection de l'enfance présentée le 14 octobre dernier». Cet engagement prévoit notamment le «renforcement» des cellules de recueil et d'informations préoccupantes (Crip), sur lesquelles portait le reportage. Plusieurs mesures sont prévues, détaille le secrétariat d'Etat: «La mise en place d'une coopération systématique entre les Crip, le parquet, l'Education nationale, les hôpitaux et l'ordre des médecins», «le développement de formations», «la mise en place systématique d'un référent handicap dans chaque Crip» ou encore «le recours renforcé» à des psychologues ou des médecins.

Loi «anti-rave» au Sénat: encore de l'hostilité

En 1994, le gouvernement britannique était rentré avec fracas dans l'histoire en train de s'écrire des musiques électroniques en votant le Criminal Justice and Public Order Act. Une modification de loi répressive à plus d'un titre, dont le but premier était l'endigement des rassemblements festifs «sauvages» (les rave parties) et qui fournissait aux autorités une armada de sanctions pour contrer les comportements «antisociaux».

En France, la loi Vaillant de 2001 avait aussi provoqué un tapage médiatique avec l'amendement sur les événements «festifs à caractère musical», obligeant la déclaration préalable à la préfecture et autorisant la confiscation de matériel et de disques, le nerf de la guerre pour le milieu. Dans les deux cas, on se souvient des périphrases des législateurs pour désigner leur cible, qui traduisaient à la fois l'incapacité et le refus de reconnaître le caractère artistique d'un mouvement qui était absolument, et la volonté de lui nuire. La proposition de loi votée et acceptée au Sénat mardi

nomme cette fois l'ennemi, se destinant «à mieux encadrer les rassemblements festifs à caractère musical (rave parties)». Mais pour mieux révéler son mépris et sa méconnaissance de la réalité de la fête techno, quelles que soient ses modalités, puisqu'elle oblige à «déclarer tout rassemblement musical à caractère festif de moins de 500 participants en mairie, même sur terrain privé». Encore une fois, la culture techno est donc mise en difficulté par des législateurs qui n'entendent rien à ce qu'elle représente.

Au vu de la déclaration du secrétaire d'Etat Laurent Nuñez sur les «grandes réserves du gouvernement» à l'endroit de la proposition de loi, il est peu probable qu'elle soit adoptée à l'Assemblée. Son surgissement et son adoption en première lecture au Sénat prouvent tout de même que le climat d'oppression est lourd et que les institutions n'ont pas fini de considérer les musiques électroniques comme une menace. Plus que jamais, une aberration.

OLIVIER LAMM

bulb

«Libé» prend les idées par la racine

NOUVELLE REVUE NUMÉRIQUE CONSACRÉE AUX DÉBATS ET AUX IDÉES.

Libé
ABONNEZ-VOUS À LIBÉ POUR DÉCOUVRIR «BULB»

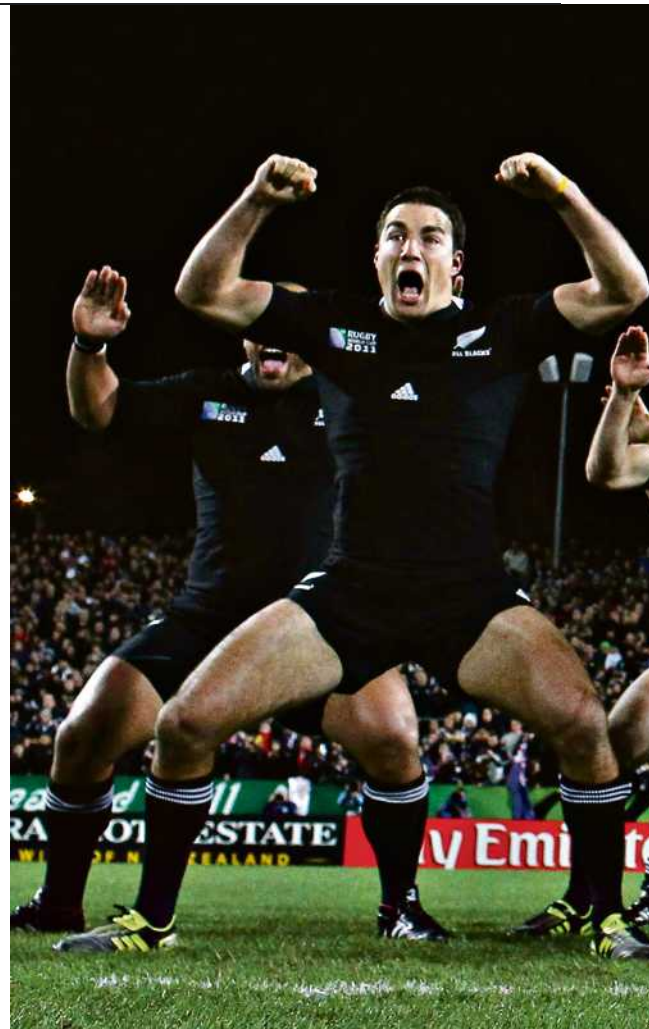


DESSIN AMINA BOUJILA

«Ce maillot appartient à ceux qui l'ont porté avant vous»

L'une des plus mythiques équipes de l'histoire du sport dispute samedi contre l'Angleterre une demi-finale de Coupe du monde de rugby. D'anciens «tout noir» la racontent de l'intérieur.

Par
RICO RIZZITELLI



«**D**ans une Coupe du monde, tu n'as pas à être la meilleure équipe sur Terre, tu dois juste gagner trois matchs d'affilée [quart, demie et finale, ndlr].» A sa façon, Conrad Smith, double vainqueur du trophée avec la Nouvelle-Zélande (2011 et 2015), aujourd'hui entraîneur à Pau, résume l'équation proposée aux All Blacks, qui ont déjà fait un tiers du boulot en atomisant l'Irlande en quart de finale. Samedi, à 10 heures, ils affronteront l'Angleterre dans une demie aux airs de finale avant l'heure (le vainqueur affrontera le gagnant de Galles-Afrique du Sud). Depuis le début du XX^e siècle, les Blacks présentent un bilan statistique qui bafoue l'entendement et entretient leur légende. Anatomie d'un mythe sous forme d'abécédaire commenté par d'anciens «tout noir» interrogés par Libération. ♦

A COMME APPELLATION

Le culte s'est forgé dès l'origine en... Europe. Lors de leur première tournée sur le Vieux Continent en 1905-1906, les Originals ne concèdent qu'une défaite en 33 rencontres. Ils y gagnent un surnom, «the All Blacks», dont l'origine ne vient pas d'une coquille d'un journaliste anglais qui aurait écrit «they are all blacks» au lieu de «they are all backs» («ils sont tous arrières») mais du nom dont on avait affublé la première équipe venue de Nouvelle-Zélande, une sélection maorie, the Natives, qui jouait en noir. Il faudra attendre vingt ans pour revoir les All Blacks. Ceux-là gagneront leurs 32 matchs en Europe en 1924-25. On les appellera les Invincibles. Ces deux voyages entérineront le mythe fondateur. A base d'exploits sportifs, de la rareté de leurs apparitions et de détails définitifs qui ajoutent à leur mystique (leur tenue entièrement noire, la fougère d'argent brodée sur leur torse). Plus tard, viendra le haka, ce rituel guerrier insulaire.

L COMME LYCÉE

«La Nouvelle-Zélande produit d'excellents joueurs à flux continu parce que nos clubs et notre système scolaire sont super bien organisés», explique Colin Slade, double champion du monde, aujourd'hui à la Section paloise. De fait, le rugby à l'école fonctionne en partie à rebours de ce qu'on pourrait attendre d'une discipline d'élite. «Les catégories chez les jeunes sont déterminées par le poids et non l'âge; on récompense ceux qui progressent le plus; chacun est assuré de jouer au moins une mi-temps. On privilégie le jeu au résultat», détaille Graham Mourie, ex-capitaine de l'équipe nationale (1977-82). La compétition reprend vers la fin du lycée avec le National First XV, une ligue domestique scolaire, qui déchaîne les passions, un peu comme le championnat universitaire de basket américain. «C'est de là dont sortent la plupart des All Blacks», assure Ian Kirkpatrick, ex-capitaine des Blacks (1972-74).

L COMME LIGNÉE

En Nouvelle-Zélande, c'est entendu, le rugby est une affaire de tradition, de culture. Dès l'origine, dans la seconde partie du XIX^e siècle, les Maoris ont joué avec les Pakehas («Blancs») qui ont apporté le rugby de la vieille Europe. Depuis une grosse vingtaine d'années, les Polynésiens sont venus grossir les effectifs de l'armada, principalement à cause de l'immigration économique. «Les îliens ont joué un grand rôle dans l'histoire récente des All Blacks», constate Jerome Kaino, double tenant du titre lui aussi et capitaine du Stade toulousain. «Les All Blacks sont devenus un melting-pot avec l'arrivée de ces enfants de l'immigration venus des Fidji, Samoa et Tonga», explique Graham Mourie. Dans tous les sports collectifs aujourd'hui, les équipes nationales ont tendance à intégrer des joueurs venus d'ailleurs et dans l'ensemble, ça leur réussit.»

B COMME BLACK BOOK

Ce petit livre noir est un fascicule qu'on offre aux impétrants à l'occasion de leur première cape. «Il raconte l'histoire des All Blacks. Il y a des photos des Originals et des Invincibles, les paroles des différents hakas, il ne contient que quelques pages. Il signifie surtout ton intronisation dans la sélection», relate Colin Slade. La vie sociale des rugbyman néo-zélandais s'organise ainsi autour de rituels bien définis. Longtemps, elle s'articulait autour d'humiliations et de bizutages des plus jeunes, d'une hiérarchie fermement établie (les places dans le bus, au resto). «Ces choses ont changé avec le professionnalisme, témoigne Slade. Jusqu'en 2004, par exemple, il y avait des jeux ressemblant à un tribunal entre joueurs qui étaient l'occasion de grosses beuveries. En tournée désormais, on va dans un bar du coin, on fait un «black meeting» et on boit une bière, pas plus. On fait des concours de danse, on donne des gages aux nouveaux; on s'amuse, c'est très enfantin.»

Un haka des Blacks avant un match de leur Coupe du monde, à Hamilton en 2011. PHOTO PHIL WALTER AFP



L COMME LEADERS

Cet été, le rugby kiwi a enterré sir Brian Lochore, ex-capitaine (1966-70), puis entraîneur, sélectionneur et manager des Blacks entre 1983 et 2007. Tout le gotha passé et présent du rugby néo-Z était présent, ainsi que Jacinda Ardern, la Première ministre. Même si les Blacks privilégient toujours le collectif, ils n'ont jamais su faire sans grands leaders. «On a souvent eu de grands capitaines. Ils ont souvent été accompagnés par des gars habitués aux responsabilités. C'est l'essence de notre jeu, que chacun prenne sa part. Peut-être qu'on l'a parfois perdu avec l'avènement du professionnalisme. Il fallait digérer cette nouvelle phase», déchiffre Mourie. En 2004, après un tournoi des Tri-Nations raté et une lente dérive des leaders, Graham Henry et Wayne Smith ont tout remis en cause dans le fonctionnement de l'équipe. «Tout est parfaitement cadré maintenant. Chacun sait ce qu'il a à faire», résume Jerome Kaino.

A COMME AMBASSADEURS

Comme bon nombre de footballeurs brésiliens issus de milieux favorisés (Raï, Leonardo, Maxwell...), les rugbymen néo-zélandais se considèrent avant tout comme des ambassadeurs. De leur pays, de leur équipe, de leur sport ; dans cet ordre. «Quand on enfle le maillot, on sait qu'on représente bien plus que sa petite personne. On se doit d'être exemplaire», plaide Tawera Kerr-Barlow, champion du monde 2015, qui évolue au Stade rochelais. «On représente aussi ceux qui ont porté ce maillot auparavant. Ce maillot ne vous appartient pas, vous l'avez emprunté. Vous essayez de le laisser dans un meilleur état qu'il était avant de le porter», étaye Colin Slade. Pour Ian Kirkpatrick, «le maillot noir et la fougère d'argent sont là depuis cent vingt ans, ils représentent tous les joueurs qui nous ont précédés. C'est unique, ça nous donne de la fierté. On est un petit pays, on n'a pas beaucoup de voisins. C'est un peu nous contre le reste du monde».

C COMME COUPE DU MONDE

Entre 1987 (leur victoire dans la première édition) et 2011 (leur deuxième titre), les All Blacks ont souvent eu la mauvaise idée d'être la meilleure équipe de la planète entre deux Coupes du monde sans la gagner. Jusqu'à en concevoir une forme de malediction. Au point que la fédération a intrigué pour se voir attribuer le tournoi planétaire en 2011 au détriment du Japon. Même s'ils ont du mal à l'admettre, les Blacks commencent à nourrir un complexe. «En 2011, on avait appris de nos échecs, on était excités. Autour de nous, les supporters étaient nerveux. Je détestais l'idée qu'on pouvait perdre cette finale-là. Bon, oui, on a imaginé le pire», admet Jerome Kaino. Les Blacks soufflent les Bleus (37-15) en poules, avant de les battre à l'arrache en finale (8-7) dans un match irrespirable. «On a tous grandi avec l'idée que nous avions la meilleure équipe du monde. On sait avoir le recul nécessaire, jouer relax mais là, ça a été un vrai soulagement. Ensuite, en 2015 [leur troisième titre], on a déroulé», jure Slade.

K COMME «KA MATÉ»

Si un génie du marketing s'était penché sur le berceau des All Blacks, on n'est même pas sûr qu'il aurait songé à la Sainte Trinité des Néo-Zélandais : l'équipement noir, la fougère d'argent et le haka. Une sorte de perfection. En 2004, le haka, rituel séculaire, a pourtant failli disparaître quand Graham Henry a tout révolutionné dans l'équipe, comme le raconte Ian Borthwick dans son livre, *All Blacks, au cœur de la magie noire* (Hugo Sport, 2016). «C'est devenu un truc pour les sponsors et la télé», déplorait alors un joueur cadre. Finalement, les Blacks gardent le lien avec leur héritage. En novembre 2004, avant un match à Saint-Denis, Henry montrera aux joueurs des images des Français raillant le haka cinq ans plus tôt. Résultat, les Néo-Z exécuteront un *Ka Maté* (le plus connu des hakas) sauvage avant de coller une danse aux Bleus (6-45). Quelques mois plus tard, ils étrenneront un nouveau chant, aussi guerrier que spirituel, le *Kapa o Pango*.

S COMME STRATÉGIE

«Si notre rugby est aussi performant, il le doit en partie à ses coaches de top niveau. Ils perpétuent notre culture, sont sans cesse en train d'inventer, d'innover, de renouveler la performance», explique Jerome Kaino. Cette permanence au sommet depuis près de cent vingt ans trouve ses fondements dans cette recherche de tous les instants, dans cette veille stratégique de ce qui se fait ailleurs et dans d'autres sports à tous les niveaux de la pyramide kiwi : l'école, les clubs, les provinces et l'équipe nationale. «Très tôt, on nous apprend à travailler dur, à être humble. En Nouvelle-Zélande, il y a une expression qui dit que "les bonnes personnes font de bons All Blacks". Le talent est important mais si tu n'as pas la bonne attitude, que tu es irrespectueux envers l'équipe ou tes coéquipiers, on te trouvera vite un remplaçant, poursuit Colin Slade. Les bons joueurs, ce n'est pas ça qui manque.»

À LA TÉLÉ CE SOIR

- TF1**
21h05. Olivia. Série. Jeu dangereux. Le droit de tuer. Avec Cyrielle Debreuil.
23h10. New York section criminelle. Série. 4 épisodes.
- FRANCE 2**
21h05. Envoyé spécial. Magazine. 4 reportages.
22h50. Complément d'enquête. Magazine. Danger à l'hôpital : quand les médecins balancent.
- FRANCE 3**
21h05. Inspecteur La Bavure. Comédie. Avec Coluche, Gérard Depardieu. **22h45. La loi de Barbara.** Téléfilm. Le coupable idéal.
- CANAL+**
21h00. The Twilight Zone - La quatrième dimension. Série. Pas tous les hommes. Six degrés de liberté.
22h35. What we do in the shadows. Série. 4 épisodes.
- ARTE**
20h55. Peaky Blinders. Série. Saison 5 - Episode 1, 2 & 3. Avec Cillian Murphy. **23h55. Hindafing, un village bavarois un peu différent (1, 2 & 3).**
- M6**
21h05. Astérix et Obélix : au service de sa majesté. Comédie. Avec Gérard Depardieu. **23h10. Parc Astérix : les secrets d'un succès français.**
- FRANCE 4**
21h05. Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre. Série. 3 épisodes. **23h10. Les enfants de la télé.** Divertissement.
- FRANCE 5**
20h50. Les secrets du tple d'Abou Simbel. Documentaire.
21h40. Les secrets du sphinx. **22h35. C dans l'air.**
- PARIS PREMIÈRE**
20h50. Le casse de Central Park. Action. Avec Ben Stiller, Eddie Murphy. **23h00. Les brigades du tigre.** Film.
- TM7**
21h15. Le Grand Restaurant. Comédie. Avec Louis de Funès, Bernard Blier. **22h55. 90° Enquêtes.** Magazine.
- W9**
21h05. Les 100 vidéos qui ont fait rire le monde entier - Spéciale sales gosses. Divertissement. **23h00. Les 100 vidéos qui ont fait rire le monde entier - Spéciale ratés de l'amour.** Divertissement.
- NRJ12**
21h05. Le manoir hanté et les 999 fantômes. Comédie. Avec Eddie Murphy. **22h50. Halloween Battle : même pas peur !.**
- CB**
20h40. TPMP XXL. Divertissement. Spécial années 90. **21h50. Balance ton post !.**
- TFX**
21h05. Terminator Renaissance. Science-fiction. Avec Christian Bale, Sam Worthington. **23h10. Sharknado 3.**
- CSTAR**
21h00. La nuit au musée. Comédie. Avec Ben Stiller. **23h00. Les 4 fantastiques et le surfer d'argent.** Film.
- TF1 SÉRIES FILMS**
21h00. La mort dans la peau. Thriller. Avec Matt Damon. **23h00. La mémoire dans la peau.** Film.
- 6TER**
21h05. Familles extraordinaires. Magazine. Cabaret, musique et danse country : quand toute la famille fait le show. **23h00. Familles extraordinaires.** Magazine.
- CHÉRIE 25**
21h05. Des hommes d'honneur. Comédie dramatique. Avec Tom Cruise, Demi Moore. **23h40. L'affaire SK1.** Film.
- RMC STORY**
20h55. Indices. Documentaire. La chapelle sanglante : l'affaire Marchand. **22h00. Indices.** Documentaire.
- LCP**
20h30. Débatdoc. Magazine. Profs en première ligne. **21h30. Débatdoc.** Magazine. **22h00. Dialogue citoyen.**



www.liberation.fr
 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
 tél. : 01 87 25 95 00

Édité par la SARL Libération
 SARL au capital de 15 560 250 €
 2, rue du Général Alain de Boissieu - CS 41717
 75741 Paris Cedex 15
 RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
 SFR Presse

Cogérants
 Laurent Joffrin,
 Clément Delpirou

Directeur de la publication et de la rédaction
 Laurent Joffrin

Directeur délégué de la rédaction
 Paul Quinio

Directeurs adjoints de la rédaction
 Stéphanie Aubert,
 Christophe Israël,
 Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef
 Michel Becquembourg (édition),
 Christophe Boulard (technique),
 Sabrina Champenois (société),
 Guillaume Launay (web)

Directeur artistique
 Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef adjoints
 Jonathan Bouchet, Peteresen (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Gilles Diers (web), Fabrice Drouzy (spéciaux), Matthieu Ecoiffier (web), Christian Losson (monde), Catherine Mallaval (société), Didier Péron (culture), Sibylle Vincendon (société)

ABONNEMENTS
 abonnements.liberation.fr
 facebook.com/liberation.fr
 tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
 tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
 Altice Media Publicité - Libération
 2, rue du Général Alain de Boissieu - 75015 Paris
 tél. : 01 87 25 85 00

Petites annonces. Carnet
 Team Media
 10, bd de Grenelle CS 10817
 75738 Paris Cedex 15
 tél. : 01 87 39 84 00
 hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION
 Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Nantes)
 Imprimé en France
 Membre de OJD-Diffusion Contrôle. CPPAP : 1120 C 80064. ISSN 0335-1793.



Origine du papier : France

Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° P1/37/01

Indicateur d'eutrophisation : P/Tot 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.
 Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prenom.nom@liberation.fr



ON S'EN GRILLE UNE ?

Par GAËTAN GORON

I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
I. Deux des derniers pharaons d'Égypte **II.** Elle est souvent funèbre, jamais funeste **III.** Là où entendre la précédente # Cartes sur table **IV.** Yoyo au micro # Elle est sur la même ligne **V.** Snowden la piratée # On peut écrire un châte ainsi ! **VI.** Chercha un potentiel adversaire # Petites fêtes blondes **VII.** Seuil de l'entrée # Fit disparaître les inégalités **VIII.** Balzac eut l'idée de cette société # Vu son importance chez nous tous, on ne s'en balance pas **IX.** Qui ne cesse de nous échapper **X.** Re- et dé- **XI.** C'est le moment de conclure

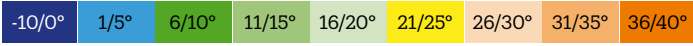
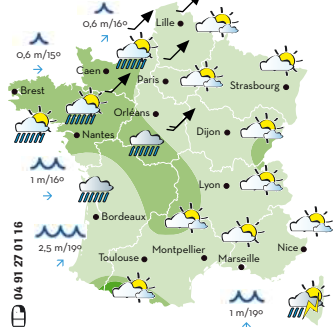
Grille n°1354

VERTICALEMENT
1. Man fin **2.** Un bon bout de temps # Trois siècles d'histoire de la Chine # Bordure de bordure **3.** Rapportai # Droit chez Balzac **4.** But comme un trou # Il culmine au Grand Piton **5.** A # Siméon fut le premier en Bulgarie # Pour payer peu d'impôts, l'homme d'actions compte sur lui **6.** Jones jazz # Jadis évident **7.** Là où Chandernagor rima avec major # Prend l'eau **8.** Botaniste devenu porte-greffes **9.** Machine à trous

Solutions de la grille d'hier
Horizontalement I. HABILITER. **II.** AV. SIDO. **III.** CATA. A.P.H.P. **IV.** HURRAH. YÉ. **V.** ÉLU. BOUDU. **VI.** LECCÉ. MRP. **VII.** EA. HRABAL. **VIII.** GUÉA. LÉVI. **IX.** PROPRIO. **X.** MAILLETON. **XI.** ÉGAYERONS. **Verticalement I.** HACHE-LÉGUME. **2.** À VAU-L'EAU. **AG. 3.** TRUC. ÉPIA. **4.** ISAR. CHARLY. **5.** LI. ABER. OLÉ. **6.** IDAHO. ALPER. **7.** TOP. UMBERTO. **8.** HYDRAVION. **9.** REPEUPLIONS. **libemots@gmail.com**

JEUDI 24

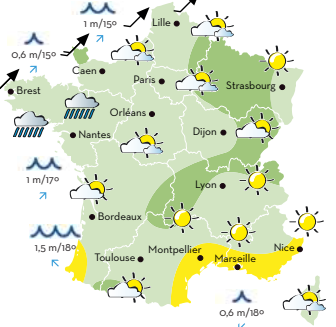
Le temps sera à l'assèchement sur le sud-est, avec la fin de l'épisode méditerranéen. Plus au nord, quelques brouillards matinaux seront présents.
L'APRÈS-MIDI Le soleil arrivera progressivement par le golfe du Lion. Au nord, même si quelques averses seront possibles, le temps sera majoritairement sec et toujours doux.



	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	14	18	Lyon	13	19	Alger	16	19
Caen	12	13	Bordeaux	12	16	Berlin	11	17
Brest	10	15	Toulouse	11	16	Bruxelles	15	20
Nantes	12	15	Montpellier	15	20	Jérusalem	16	24
Paris	15	17	Marseille	16	19	Londres	11	12
Strasbourg	11	19	Nice	16	20	Madrid	8	17
Dijon	13	18	Ajaccio	17	18	New York	8	17

VENDREDI 25

Les brouillards seront nombreux sur les trois quarts nord. Au sud, le temps sera beaucoup plus calme que la veille, avec un temps sec généralisé sur le pourtour de la Méditerranée.
L'APRÈS-MIDI Le soleil sera majoritaire sauf au nord-ouest, avec l'avancée d'une nouvelle perturbation à l'intérieur des terres. La douceur se maintiendra.



	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	14	18	Lyon	13	19	Alger	16	19
Caen	12	13	Bordeaux	12	16	Berlin	11	17
Brest	10	15	Toulouse	11	16	Bruxelles	15	20
Nantes	12	15	Montpellier	15	20	Jérusalem	16	24
Paris	15	17	Marseille	16	19	Londres	11	12
Strasbourg	11	19	Nice	16	20	Madrid	8	17
Dijon	13	18	Ajaccio	17	18	New York	8	17

ON S'EN GRILLE UNE AUTRE ?

Mots croisés, sudoku, échecs... Retrouvez tous nos jeux sur mobile avec RaJeux, la nouvelle appli de Libération

Déjà disponible sur iOS et Android

► SUDOKU 4110 MOYEN

2	4	7	1	9	5	6		
		3			8		1	
6			4				9	
	7	5	3	6				
	1	8		9				
6	1	4	3					
4						3		
		7			6	5		
5	8	6	7	1	2			

► SUDOKU 4110 DIFFICILE

2		1		9				
		4	6	3				5
5		2		3		6		
4	3					9		
		7				2		
	2						6	4
8	5	3			1			
		8	9	5	3			
	6	7	1					2

SUDOKU 4109 MOYEN

1	2	3	4	7	9	5	6	8
5	4	8	1	9	2	7	3	6
9	7	5	8	2	1	3	4	6
2	9	7	6	1	8	3	4	5
3	5	1	7	9	4	8	2	6
6	8	4	2	3	5	9	1	7
4	1	3	8	2	7	6	9	5
7	3	2	9	5	4	8	1	6
8	6	9	3	4	1	7	5	2

SUDOKU 4109 DIFFICILE

1	4	5	7	3	6	2	8	9
2	6	9	1	8	4	7	5	3
8	3	7	2	9	5	1	4	6
3	9	1	8	5	7	4	6	2
4	7	2	6	1	5	3	8	9
5	8	3	4	2	9	1	7	6
6	2	8	4	7	9	3	1	5
7	1	3	5	2	8	6	9	4
8	5	4	6	1	3	2	7	9

Solutions des grilles d'hier

IDÉES/

Jablonka, histoire d'hommes ?

L'historien, qui a sorti à la rentrée un essai sur les nouvelles masculinités, a trouvé son public en librairie. Un livre qui comble avec justesse les silences et manques de l'après-Weinstein, mais suscite aussi interrogations et critiques chez des intellectuelles féministes.

Par
CÉCILE DAUMAS

La promesse de faire advenir *Des hommes justes* (Seuil) se vend bien en librairie. L'essai sur le patriarcat et les nouvelles masculinités, signé par l'historien Ivan Jablonka, s'est écoulé à plus de 25 000 exemplaires depuis fin août. Joli score pour un livre à visée féministe. Généralement ce type d'ouvrage est destiné à la confidentialité. Mais un livre sur l'égalité défendu par un homme suscite l'intérêt. Notamment des médias. L'homme est connu, auteur de *Laëtitia ou la fin des hommes*, essai sur la violence faite aux femmes à travers le meurtre de Laëtitia Perrais (prix Médicis 2016).

Des hommes justes peut être lu comme la suite de ce fait divers brillamment analysé par Ivan Jablonka. Du masculin exprimé dans sa pire violence, il passe à l'homme ordinaire. Celui bousculé par l'affaire Weinstein, croyant bien faire en matière d'égalité, mis devant ses contradictions et ses privilèges. Saisissant l'opportunité de l'après-#MeToo, l'historien comble avec intelligence le silence gêné de ces hommes. Et les invite à un examen de conscience : d'où vient le pouvoir que vous détenez ? « *Ce n'est plus aux femmes de se remettre en cause [...].* écrit-il. *C'est aux hommes de rattraper leur retard*

sur la marche du monde. » Le propos fait tilt. Matinale de France Inter, *Quotidien* de Yann Barthès, la *Grande Librairie* de François Busnel, trois pages dans *Elle* qui élit l'ouvrage document du mois de septembre : Jablonka brise le plafond de verre médiatique. Son discours vantant des « *nouvelles masculinités qui reconnaissent les droits des femmes, mais aussi ceux de tous les hommes* » crée le consensus et l'adhésion. Difficile de s'en prendre à un propos si inattaquable. Lors de son passage à la matinale de France Inter, ce n'est pas lui affirmant « *vouloir dérégler le patriarcat* » qui fait bondir les féministes sur Twitter mais les questions posées par le duo Salamé-Demorand : « *Est-ce que le patriarcat existe encore en*

Occident, vraiment ? » ou « *Mais la galanterie, c'est pas sexiste...* » Dans un tweet rageur, la journaliste Mona Chollet, auteure du best-seller féministe *Sorcières* (La Découverte) s'emporte : « *Quel est le problème avec la galanterie, Ivan Jablonka ?* » Salamé et Demorand parlent de *féminisme et c'est affligeant.* »

Dans *l'Obs*, la députée Clémentine Autain salue l'ambition de l'auteur d'interroger une « *masculinité de non-dominance* ». Elle en montre aussi les limites. L'essentiel de l'essai est constitué d'une longue synthèse historique déjà lue sur le patriarcat, la domination masculine et l'émancipation féminine. « *Rien de bien de*

nouveau », juge-t-elle. La compil de Jablonka met en avant et à propos les premiers hommes féministes (Condorcet, John Stuart Mill, etc.) mais invisibilise étrangement l'apport théorique de la pensée féministe, pourtant essentiel, juste cité ici ou là (*lire tribune ci-contre*). Une histoire d'hommes par un homme pour les hommes ?

Par son ouvrage, Jablonka touche un public nouveau, plutôt masculin, pas entièrement convaincu par l'égalité entre les sexes. Louable intention, souligne Clémentine Autain. Mais à ces hommes appelés à révolutionner le masculin, que propose-t-il ? « *Jablonka ne formule pas de réponses passionnantes, percutantes, innovantes* », estime la députée féministe. En occupant ce créneau, généralement détenu par les femmes, l'historien savait qu'il prenait un risque : celui d'être accusé de réappropriation. Il n'est pas spécialiste du sujet. Pourquoi prend-il la parole ? Il s'en explique en fin d'ouvrage : « *Aujourd'hui, les procès en appropriation culturelle interdisent aux hommes de parler du féminisme, aux Blancs d'évoquer l'esclavage. C'est là une terrifiante régression qui oblige chacun à rester dans sa niche, au motif qu'il serait inapte à comprendre les oppressions qu'il n'a pas subies.* »

L'historien profite d'un vide relatif autour du masculin. L'homme posé comme une évidence a peu suscité d'analyses et de réflexions. Ivan Jablonka l'écrit lui-même : « *Notre modernité reste boîteuse.* »

DIARMI COURREGES/AFP



Le nouveau venu qui se rêvait pionnier

Ivan Jablonka retrace une histoire du patriarcat et de l'émancipation féminine en faisant peu ou pas référence aux travaux des femmes qui ont pensé et analysé la domination masculine. Un refus étrange de l'apport essentiel des théoriciennes féministes.

Mettre un terme au «*règne de l'homme*» et «*révolutionner le masculin*», tel est le projet ambitieux porté par Ivan Jablonka dans *Des hommes justes* (Seuil). S'il n'est pas tout à fait le premier chercheur à se saisir de la question de la domination masculine, Pierre Bourdieu autrefois, Eric Fassin ou Raphaël Liogier aujourd'hui, sa démarche est sans doute la plus approfondie et la plus systématique. C'est donc avec enthousiasme que l'on se plonge dans l'imposant ouvrage, impatient de l'y trouver ce qui pourrait être une contribution décisive au féminisme de notre temps ; on le referme finalement sceptique, mais aussi indignée. Avec toute l'érudition de l'historien, Jablonka entreprend d'abord de remonter aux sources du patriarcat pour en montrer l'universalité et en révéler les ressorts. Déroulant le fil du Paléolithique supérieur jusqu'à la modernité démocratique, il met au jour son fondement originel et perpétué, la «*fonction-femme*», soit une «*interprétation des corps*» qui «*transforme leur biologie en destinée*». S'abstenant de toute référence aux travaux ayant déjà et depuis bien longtemps étudié la hiérarchisation sexuée du monde, Jablonka propose de nouveaux concepts, le «*cercle patriarcal*» (nature maternelle fonction-femme rélegation domestique aura de la femme nature maternelle...) et la «*masculinité de domination*» fondée sur «*la capacité de s'imposer en tant qu'homme*». Il aborde ensuite les conquêtes fémi-

nistes et formule ce curieux constat que «*le féminisme a donné une traduction concrète à la révolution des droits de 1789*». Là, une première inquiétude nous saisit, comment peut-on ainsi affirmer que le féminisme ne serait que la mise en œuvre d'un programme qui, précisément, n'envisageait pas l'égalité entre les sexes ? La crainte se confirme dans le chapitre suivant qui parcourt en 16 pages (sur 410) l'histoire du féminisme dont Jablonka commence par dire que ses représentantes ne sont jamais d'accord entre elles, ce que l'on conçoit, ajoute-t-il, tant «*il n'est pas évident de déterminer [leur] objectif suprême*». Pour y voir plus clair, l'historien élabore la distinction (canonique) entre un «*féminisme de l'égalité*» et un «*féminisme de la différence*», puis se concentre sur le maternalisme féministe, qu'il présente comme «*l'une des structures les plus stables du féminisme au niveau mondial*» ! Sans craindre la contradiction, Jablonka nous apprend finalement qu'il y a «*une unité des féministes : elles livrent un combat universel en faveur de l'égalité et de la justice*» (pour les droits de l'homme, donc). On reste stupéfaite devant la superficialité de l'analyse et le mépris dans lequel sont tenues les autrices qui, depuis des décennies, ont pensé la domination patriarcale. Certes, on croise les noms de Beauvoir, Héritier, Delphy, Wittig, Dworkin, mais toujours comme en passant et très souvent sans citation. Surtout, ce sont à peu près les seules, pas un

mot des philosophes politiques féministes (Pateman, Elshtain, Okin), très peu de choses sur le féminisme radical et matérialiste, rien ou presque à propos des études de genre, et encore moins, si c'était possible, du féminisme intersectionnel. Ce refus d'intégrer l'apport des théoriciennes féministes paraît bien étrange au regard de la profusion des références de première main tout au long de l'ouvrage, qui en font une excellente source de connaissances à la fois factuelles et bibliographiques. Mais finalement qu'importe, puisque «*les querelles théoriques entre les féminismes sont moins intéressantes que l'émancipation à laquelle ils parviennent ensemble*». Une fois la question ainsi évacuée, Jablonka peut se consacrer aux hommes féministes, penseurs de l'égalité et autres médecins de l'émancipation. C'est là que la démonstration devient proprement intenable. Si ce sont «*les femmes, les hommes et l'Etat*» qui ont contribué aux conquêtes féministes, écrit-il, il est «*difficile de savoir lequel de ces acteurs joue le rôle le plus déterminant*», et c'est finalement «*la démocratie [qui] a été la meilleure alliée des femmes*». Pour condenser le propos de tout l'ouvrage, nous devons donc la remise en cause du patriarcat aux révolutionnaires de 1789 et aux hommes politiques de notre temps. De longues pages sont ensuite consacrées à la crise du masculin, aux coûts de la masculinité de domination et au déclin de la virilité, l'homme «*oppressé*» coexistant avec l'homme «*souffrant*». Jablonka propose alors de penser la «*masculinité de non-domination*», celle de l'homme juste «*dont la masculinité se conforme aux droits des femmes*» et cela suffira bien car, «*en fait, le féminisme ne réclame pas l'égalité absolue entre les sexes, mais le progrès de la*

condition féminine... Précisons donc ce qu'il en est. Le féminisme naît dans la seconde moitié du XIX^e siècle autour de la revendication des droits civils et politiques ; celle-ci est portée par des militantes maternalistes (Stanton, Fuller, Roussel) mais aussi socialistes (Deroin, Pelletier, Auclert). Après la phase de reflux de l'entre-deux-guerres, c'est la maîtrise des corps créateurs qui anime la reviscense féministe des années 70. Les courants foisonnent qui partagent un même objectif, extirper les femmes du carcan domestique : libérales (Friedan), radicales (Firestone, McKinnon), matérialistes (Guillaumin, Wittig, Delphy), psychanalytiques (Chodorow, Fouque). Les années 80-2000 sont celles de la théorisation de la notion de genre et du développement des luttes pour les droits LGBTQI+ (Scott, Butler, Fausto-Sterling), pour qu'enfin se déploie un féminisme intersectionnel (Crenshaw, Lorde). Toutes ces batailles, vote, procréation, travail, famille, genre et sexualité, race et classe, ont été menées par des femmes en lutte contre un système patriarcal. Dans sa conclusion, Jablonka admet finalement «*tout ce que [sa] réflexion d'homme doit au féminisme des femmes*». On lui en sait gré mais on aurait apprécié qu'il pense la révolution féministe comme un projet au sein duquel les hommes ont, certes, une place à tenir, mais certainement pas celle de pionniers. ▶

Par
CAMILLE FROIDEVAUX-METTERIE



Professeure de science politique et chargée de mission égalité-diversité à l'université de Reims. Dernier ouvrage paru : *Le Corps des femmes. La bataille de l'intime*, Philosophie Magazine, 2018.

IDÉES/



POLITIQUES

Par
ALAIN DUHAMEL

Marine Le Pen peut-elle gagner en 2022 ?

Une victoire n'est pas probable mais possible. Elle ne constitue pas le scénario le plus vraisemblable mais une hypothèse imaginable si les passions s'enflamment ou si les circonstances y poussent.

Marine Le Pen ne s'en cache pas : en 2022, elle sera candidate pour la troisième fois à l'élection présidentielle. Personne ne peut l'en empêcher. Elle n'a pas de rival au sein de sa famille politique, ni même au sein de sa famille tout court. Sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, est encore bien trop verte. L'ambition de la présidente du Rassemblement national (RN) est logique. En 2012, elle a atteint la troisième place avec 17,9% des suffrages exprimés. En 2017, elle a fait mieux et s'est qualifiée pour le duel final avec 21,3% des voix.

Malgré ses limites personnelles cruellement exhibées durant le débat télévisé qui

l'a opposée à Emmanuel Macron, elle a rassemblé 33% des suffrages au second tour. Depuis, aux élections européennes, son parti a atteint la première place. Le courant populiste qui traverse toute l'Europe la porte. Elle peut d'ores et déjà être regardée en challenger naturelle de Macron.

Ses rivaux au sein de l'opposition font pâle figure à côté d'elle. Jean-Luc Mélenchon, bien plus talentueux et cultivé qu'elle, est prisonnier de ses humeurs et de ses incartades, de ses outrances et de ses variations. Si Yannick Jadot, doté d'un certain charisme, poussé par la déferlante écologique, est en train de se tailler un rôle encourageant, il ne combat pas en-

core dans la même catégorie qu'elle. Au PS, aucun nouveau leader n'émerge. François Hollande reste, certes, dans le paysage. Il fourmille visiblement d'idées et publie livre sur livre (cette fois-ci, son nouvel opus s'intitule *Répondre à la crise démocratique*, Fayard) mais les plaies n'ont pas encore toutes cicatrisées. Bernard Cazeneuve écrit beaucoup aussi, avec distinction, mais l'appareil ne semble guère le promouvoir.

A droite, LR possède trois candidats potentiels mais tous campent dans une opposition savamment excentrée. François Baroin se consacre pour l'instant aux mairies de France, une base robuste mais énigmatique. Xavier Bertrand a quitté la partie pour mieux faire de sa région des Hauts-de-France une expérimentation politique originale et active. Valérie Pécresse décoche méthodiquement ses flèches depuis son donjon d'Ile-de-France mais sans se découvrir. Il y a là des candidats potentiels mais pour l'instant virtuels. Pendant ce temps, Marine Le Pen peut tromper ses airs favoris sur l'immigration, l'islam et le terrorisme, sans être troublée par une autre musique. L'étude passionnante d'Opinion Way pour la Fondation pour l'innovation politique (elle date de ce mois d'octobre), consacrée aux populismes, permet de mesurer les chances de Marine Le Pen. Actuellement, son potentiel électoral maximum (ceux qui sont certains de voter pour elle ou disent avoir de fortes chances de le faire) atteint 31%, contre 34% pour Emmanuel Macron, et 20% pour Jean-Luc Mélenchon. C'est une solide base de départ. En cas de second tour, Le Pen-Macron, 30% seraient certains ou auraient de fortes chances de voter pour le président sortant, 23% pour la présidente du RN, 27% choisissant l'abstention ou le vote blanc, le reste ne sachant pas à ce jour ce qu'ils feraient.

Si Emmanuel Macron reste en tête, les perspectives demeurent évidemment très ouvertes, d'autant plus que l'on sait à l'expérience qu'en campagne le chef de l'Etat

devient la cible prioritaire de l'ensemble de ses concurrents. La question de la présidentialité de Marine Le Pen reste, certes, son principal handicap. Les Français la jugent courageuse et autoritaire, énergique et brutale, courte et redoutable. 57% estiment, selon la même étude, que si elle était élue, elle constituerait une menace pour les libertés, 58% qu'elle représenterait un danger pour l'économie, 60% qu'elle menacerait la paix civile, 64% quelle serait un péril pour l'euro. De tout cela, il ressort qu'en période normale, sans circonstances exceptionnelles, elle n'est pas favorite. Le fameux «plafond de verre», pourtant rehaussé à chaque élection et aujourd'hui passablement fissuré, n'aurait donc pas disparu. Encore faut-il que 2022 s'inscrive dans une phase classique. Telle n'est actuellement pas la situation. L'interminable conflit des gilets jaunes a souligné le mécontentement profond et le ressentiment belliqueux qui traversent la société française.

L'ampleur insolite de la grève de la RATP le mois dernier, l'inflation inopinée des «droits de retrait» à la SNCF, la colère des urgences hospitalières, celle des agriculteurs, la passion des écologistes, les polémiques qui dérapent à propos du voile islamique ne vont pas dans le sens d'une société équilibrée. La France de 2019 n'est ni satisfaite, ni patiente, ni tolérante. Elle n'est pas heureuse. Que surgissent une crise brutale de l'immigration comme en 2015, une série d'attentats durant la campagne de 2022, ou que les plaies d'un grand conflit social – à propos par exemple de la réforme des retraites – ne soient pas refermées et tout peut arriver. Une victoire de Marine Le Pen n'est pas probable mais elle est possible. Elle ne constitue pas le scénario le plus vraisemblable mais elle devient une hypothèse imaginable si les passions s'enflamment ou si les circonstances y poussent. La France de Montaigne ne votera pas Marine Le Pen. Mais la France de Houellebecq ?

L'ŒIL DE WILLEM



FESTIVALS

A Marseille, la philo à l'heure du crime

A partir du 26 octobre à Marseille, criminels, gangsters et truands sont à l'honneur de la XI^e semaine de la Pop Philosophie, dont la spécialité est de «se saisir des choses graves avec légèreté et des choses futiles avec profondeur». De Giono à Hitchcock, de Scarface au rap américain, les chercheurs réunis dans les tables rondes montreront comment nos imaginaires du crime sont façonnés par les fictions et les faits divers. L'occasion d'en apprendre un peu plus sur l'évolution de la criminologie en France, mais aussi de savoir, contrairement aux idées reçues, «pourquoi il n'y a pas de mafia à Marseille.»

Philosophie, sociologie et esthétique du crime.

XI^e semaine de la Pop Philosophie à Marseille. Du 26 octobre au 2 novembre. Rens. : www.semainedelapopphilosophie.fr

Femmes et soufisme aux Jeudis de l'IMA

L'Institut du monde arabe (IMA) propose un débat sur les femmes soufies. Comment la pratique du soufisme permet-elle aux femmes de se soustraire à l'emprise de la théologie? Loin de confiner à la solitude, la dimension spirituelle du soufisme permettrait aujourd'hui à ses adeptes de réfléchir aux enjeux du féminisme et de la liberté. La rencontre réunit la spécialiste d'histoire moderne Fouzia Oukazi et la chercheuse en physique Inès Safi, qui s'intéresse aux liens entre science et religion. Elle sera animée par Carole Latifa, chercheuse indépendante en pensée et culture de l'islam.

Jeudi à 19 heures, Institut du monde arabe, Paris, en partenariat avec le Festival de la culture soufie de Fès. Rens. : www.imarabe.org

REVUE

Drôles d'époques



Dans sa dernière livraison, la revue de sciences sociales *Tracés* s'intéresse à la façon dont nous découpons le temps en époques: «Comment et sous l'impulsion de qui adviennent les époques, et d'où proviennent-elles?» demandent les auteurs, qui reviennent sur la part d'arbitraire de cette façon de délimiter le temps. Comment choisir les événements qui font basculer d'une période

à une autre? Comment décider de l'homogénéité d'une époque? Quels enjeux de pouvoir ou de connaissance se cachent derrière ces délimitations? Autour de ces questions, la réflexion insiste sur l'invisibilisation des femmes, notamment à propos de la Renaissance. Il s'agit donc de «revisiter l'origine des époques à l'aune du vécu d'autres groupes sociaux que les seules élites ou les "grands hommes"». D'autres articles s'interrogent sur la possibilité de parler d'une «époque capitaliste» et d'en définir le point de départ, insistant au passage sur la façon dont ce système économique influence notre rapport au temps: «L'une des particularités du capitalisme est d'organiser non seulement l'orientation finale de l'histoire, mais aussi le rythme même des sociétés et des vies quotidiennes.» Triste époque.

«Faire époque», revue *Tracés* n°36, ENS Editions, 15 €.



HISTORIQUES

Par
CLYDE PLUMAUZILLE Historienne,
chargée de recherches au CNRS

L'émeutier peut être une émeutière

Depuis un an, femmes et hommes gilets jaunes s'engagent à parts égales pour se réapproprier une parole et un agir politiques. Face à des médias qui oublient que, depuis l'Ancien Régime, les révoltes arrivent souvent par les femmes des catégories populaires.

Haussée des inégalités et progression historique de la pauvreté depuis 2010, le verdict de la note de l'Insee parue mercredi 16 octobre est sans appel. Il dit autrement, chiffres à l'appui, ce pourquoi chaque semaine, depuis le 17 novembre 2018, des femmes et des hommes des classes populaires et moyennes inférieures sont «passés aux actes».

Sortant du silence, descendant dans la rue, occupant les ronds-points pour y construire des agoras éphémères, elles et ils expriment l'injustice sociale triomphante sous le quinquennat Macron et leur volonté d'y faire face. Voilà près d'un an que «le fond de l'air est jaune» (1). Voilà près d'un an que le mouvement des gilets jaunes rend audible une parole populaire tenue à l'écart du débat public et du bruit médiatique dominant. Voilà près d'un an que celles et ceux «qui ne sont rien» (Emmanuel Macron, inauguration de la Station F le 29 juin 2017) s'engagent et luttent pour défendre des conceptions participatives et citoyennes de la démocratie et rappeler, contre un certain discours hégémonique du néolibéralisme, qu'il existe des alternatives. Cette aspiration au changement est aussi bien portée par les hommes que par les femmes (2). «Femmes précaires, femmes en colère» peut-on lire sur les banderoles des femmes gilets jaunes. Cette mobilisation à parts égales trouble les cadrages médiatiques du mouvement pour qui l'émeutier ne peut être une émeutière. Cette cécité surprend et on se doit de le rappeler, depuis l'Ancien Régime, les femmes des catégories populaires sont celles par qui souvent arrivent les révoltes. Elles en sont les «boutefeux». Au fil des actes des gilets jaunes, travailleuses précaires, mères célibataires, cols

roses salariées du secteur du soin ou du nettoyage remobilisent cette tradition émeutière au féminin qui s'appuie sur une éthique de la subsistance et une défense d'une sécurité d'existence. Elles investissent également un répertoire d'actions physiques masculin, barrant les routes, «libérant» les péages et occupant des lieux du quotidien dans un contexte de répression accrue des protestations.

La révolte des gilets jaunes n'a pas beaucoup d'équivalents dans l'histoire récente des mouvements sociaux. Son effraction dans l'espace public est inattendue et singulière. La longévité, le caractère protéiforme et décentralisé de ses «actes» interpellent. Dans le temps long, on peut cependant y voir la fille lointaine des révoltes frumentaires et antifiscales

Au fil des actes des gilets jaunes, travailleuses précaires, cols roses salariées du secteur du soin ou du nettoyage remobilisent cette tradition émeutière au féminin qui s'appuie sur une éthique de la subsistance et une défense d'une sécurité d'existence.

qui rythment le quotidien de cette «France rébellonnaire» d'Ancien Régime mise en lumière par Jean Nicolas dans son ouvrage *la Rébellion française*, paru en 2002.

De 1661 à 1789, ce sont ainsi pas moins de 8528 émeutes, souvent spontanées et locales, que l'historien a pu restituer à l'issue d'une enquête de plus de vingt ans, retraçant ainsi les ressorts et les logiques d'action d'un peuple rebelle. Agissant au nom d'un sens de la justice et d'un droit à l'existence qu'elles et ils estiment bafoué par le pouvoir ou les autorités en place, émeutières et émeutiers font ainsi leur apprentissage du politique. Chemin faisant, leurs actions dessinent les contours de ce qui deviendra le bien commun de la citoyenneté contemporaine, à savoir la remise en cause des processus de domination, qu'ils soient socio-économiques, politiques ou symboliques.

De la même façon, le mouvement des gilets jaunes ne saurait être réduit à une simple protestation sociale. Il est aussi une tentative de resignification du lien politique comme ont pu le souligner l'historienne Ludvine Bantigny (3) ou le politiste Samuel Hayat (4). Acte après acte se déploie une imagination politique active faisant écho aux aspirations et aux pulsations démocratiques de 1789, 1830, 1848, 1871, 1936 ou encore 1968. A chacune de ces scissions, c'est un peuple qui essaye de se dire plutôt que d'être dit. Actions sur les réseaux sociaux, cahiers de doléances, états généraux, occupations de ronds-points, construction de cabanes, slogans portés à même les gilets jaunes, convergence de luttes face à l'urgence économique, climatique et démocratique soulignent la richesse de cette réappropriation de la parole politique qui est aussi réappropriation d'un agir politique.

Alors que l'on ne cesse de diagnostiquer la fin d'un mouvement qui dès ses premières respirations se serait essouffé, ces femmes et ces hommes gilets jaunes continuent de bousculer la donne par les marges et énoncent ce que se trouve, «au bout du rouleau, la révolte» (5). ◆

(1) Cédric Durand, *Contretemps*, 11 décembre 2018.

(2) Fanny Gallot, «Les femmes dans le mouvement des gilets jaunes : révolte de classe, transgression de genre», *Contretemps*, 17 décembre 2018

(3) *Le Monde*, 28 février 2019

(4) *Ballast*, 20 février 2019.

(5) Denis Saint-Amand, «Parce que c'est notre rejet : poétique des gilets jaunes», *AOC*, 1^{er} février

Cette chronique est assurée en alternance par Manon Pignot, Guillaume Lachenal, Clyde Plumaizille et Johann Chapoutot.

LIVRES/

«On doit inscrire en nous qu'on ne vole pas la planète»

Recueilli par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD
Photo **IORGIS MATYASSY**

Il est arrivé à notre rendez-vous sans faire un bruit, dans sa fine doucine verte, son jean et ses baskets, comme flottant dans un autre espace-temps. Avec ses lunettes rondes et sa barbe soigneusement taillée, il a des airs de geek new-yorkais ou parisien. A la fois là et pas là. Pigeant immédiatement ce que vous voulez dire même si ses silences vous poussent à bafouiller. Jonathan Safran Foer est un drôle de phénomène. Il parle comme il écrit, avec des démonstrations par l'absurde, des litanies obsédantes. Son dernier livre, *L'avenir de la planète commence dans notre assiette* (L'Olivier), mélange l'intime et le global, la viande et la mort, la littérature et l'essai. «Personne ne peut lire la prose lucide et pleine de compassion de Safran Foer et se précipiter sur un cheeseburger», a écrit *The Guardian*. C'est vrai. Par des petites phrases chocs («si les vaches étaient un pays, elles occuperaient la troisième place dans les émissions de gaz à effet de serre», «je suis celui qui met ses enfants en danger», etc.), il finit par vous faire flipper. C'est le but.

Pourquoi le besoin d'écrire ce livre près de huit ans après la publication de *Faut-il manger les animaux*? Les thèmes sont proches: celui-ci vise à convaincre de manger moins de viande...

Je peux vous répondre, même si je ne suis pas sûr que ce soit une réponse honnête. Je sais pourquoi je suis ici, dans ces bureaux parisiens, à 10 heures du matin. Mais quand je commence un livre, je ne sais jamais vraiment ce qui m'y a poussé. Après *Faut-il manger les animaux*? J'avais l'impression d'avoir dit assez sur le sujet, mais je sentais au fond de moi un malaise parfois intolérable quand je pensais au changement climatique. Imaginez, vous êtes assis dans votre cuisine, vous lisez

Dans «L'avenir de la planète commence dans notre assiette», l'Américain Jonathan Safran Foer raconte le combat qu'il a mené contre lui-même pour que son alimentation soit en adéquation avec ses principes écologiques.

vos mails, vos enfants s'amuse dans la pièce à côté, ils ne vous embêtent pas. Le ton finit par monter entre eux, ils s'énervent, se lancent des grossièretés. Vous ne bougez pas, vous vous dites que ce sont juste des enfants, ce n'est pas si grave. Et puis, ils se mettent à crier et alors là vous explosez, vous vous levez et vous criez: «Assez!» Voilà, c'est ce qui m'est arrivé. J'essayais de travailler sur un roman, en profitant de la vie. Mais en même temps, je m'inquiétais de la réalité du changement climatique et je me voyais ne rien faire. Je me sentais déprimé à l'idée de ne pas être en accord avec mes convictions. Alors, je me suis dit: «Assez! Je vais être sérieux, la meilleure chose à faire, c'est d'écrire.» Contrairement à la dernière fois, je n'avais pas de thèse à asséner, de chiffres à révéler, il fallait juste que je raconte cette bataille livrée à l'intérieur de moi-même. Alors je me suis laissé guider par ma curiosité et mes digressions.

L'idée n'était donc pas d'écrire un essai scientifique...
Non, j'ai lu beaucoup de livres sur le changement climatique. Certains sont bien écrits, intéressants, mais ils ne me font rien, aucun effet. Mon but n'était pas forcément d'écrire un bon livre, juste d'être aussi honnête que possible, de raconter mon expérience d'être humain confronté à la crise climatique.

Et le résultat vous satisfait?

En tant qu'écrivain, je me sens mieux, j'ai dit ce que j'avais à dire. En tant qu'être humain, je ne suis pas sûr de me sentir mieux.

La façon dont vous avez écrit ce dernier livre, en disant et redisant sans cesse la même chose (vous l'écrivez d'ailleurs: «Redire est aussi important que la chose qu'on dit») provoque le même effet qu'un derviche tourneur, on finit par être fasciné par ce lamento, c'est voulu?

Oui, car il va falloir dire et redire les choses encore longtemps avant que les habitudes changent. Il y a tant de choses que nous faisons sans en avoir conscience! On ne vole pas dans un magasin parce qu'on sait que l'on ne doit pas voler, c'est inscrit en nous. Eh bien, on doit inscrire en nous qu'on ne vole pas la planète!

Dans votre livre, vous anticipez ce moment où vous serez en pleine promotion et où, après plusieurs interviews et une journée chargée à l'étranger, vous n'aurez qu'une envie, c'est de manger un bon hamburger. C'est ce que vous allez faire ce soir?

Non, mais je pourrais très bien le faire. Nous avons différents instincts en concurrence. Je ne peux pas imaginer un monde dans lequel je pourrais remanger de la viande mais je ne

peux pas non plus imaginer un monde dans lequel je n'en aurais pas envie. Durant ces dix dernières années, j'ai dû manger quatre fois de la viande. Ce que je voulais souligner, c'est non pas la décision mais le combat intérieur pour l'appliquer. Ce n'est pas une religion, si je mange de la viande, ce n'est pas grave. Je peux très bien manger un bouillon dans lequel un morceau de viande a cuit. La planète n'exige pas que je devienne végétarien, juste que je mange moins de viande. Mais manger moins de viande ne sauvera pas la planète non plus.

Si l'on parle de sauver la planète, vu le contexte géopolitique, vous auriez pu écrire un livre pour convaincre les Américains d'aller voter en masse aux prochaines élections pour éviter un nouveau mandat de Donald Trump. Ça vous a effleuré?

Je ne sais pas si un livre serait suffisant. Pour moi, la mesure la plus efficace serait d'abaisser l'âge à partir duquel on peut voter. Il faut l'abaisser au moins à 16 ans, voire à 14 ans. Dans le judaïsme, on dit que 13 ans est l'âge de la maturité, c'est d'ailleurs célébré par la bar ou la bat-mitsva. C'est l'âge où l'on devient conscient du monde qui nous entoure. Mais il y a plein d'idées formidables qui ne se réalisent jamais. Beaucoup de gens me disent: «C'est bien beau de faire porter la responsabilité de l'avenir de la planète sur les individus mais c'est aussi aux gouvernants d'agir!» Je leur réponds: «Peut-être, mais cela n'arrivera pas.» Vous savez combien de pays vont atteindre leur objectif de réduction des gaz à effet de serre fixé par l'accord de Paris? Deux, la Gambie et le Maroc.

La jeunesse commence à se mobiliser, ça vous réjouit?

J'aimerais mieux que, plutôt que de boycotter l'école, les jeunes boycottent la viande et l'avion, cela aurait davantage d'impact. Les gouvernants n'en ont rien à faire de nos cris,



L'écrivain américain Jonathan Safran Foer à Paris, le 15 octobre.

en revanche ils surveillent tout ce qui touche au porte-monnaie.

Que pensez-vous de Greta Thunberg ?

C'est formidable ce qu'elle entreprend mais que faisons-nous pendant que nous l'écou- tons ? Elle gère remarquablement bien son action et son image. Le problème, c'est que faire de tout ça ?

Comment vous y êtes-vous pris pour écrire ce livre et combien de temps cela vous a-t-il pris ?

En tout, un an et demi. Dans un premier temps, j'ai écrit de façon intuitive, sans me poser de question. Dans un second temps, j'ai privilégié le rationnel. J'ai taillé dans le texte, je l'ai mis en forme.

Je n'ai pas de règles précises pour écrire. En général, c'est au moins quatre heures par jour mais il y a des jours où je n'écris pas. Pour sau-

ver la planète, on n'a pas besoin de devenir quelqu'un d'autre. Ce n'est pas parce que j'écris un livre que je dois devenir un écrivain obsédé par son livre et négligeant tout le reste. Mes étudiants [Jonathan Safran Foer enseigne l'écriture à la New York University, ndlr] pensent qu'écrire un livre c'est grimper l'Annapurna. Je leur dis : vous écrivez un paragraphe par jour et au bout de deux ans vous avez un livre. Le plus difficile est d'aller dans la bonne direction, de ne pas se perdre dans la psychologie des personnages.

Votre livre est empreint de culture juive, des souvenirs de vos ancêtres dans les shtetl jusqu'à votre anxiété permanente...

Ce n'est pas de l'anxiété, c'est juste que j'interprète sans cesse les choses. Et ça, c'est très juif. Vous voyez à quoi ressemble le Talmud ? On apprend aux Juifs à l'interpréter dès le plus

jeune âge. Je viens d'une famille juive non religieuse, je ne me sens pas anxieux, j'essaie juste d'être productif et non destructif.

Ce livre est sorti aux Etats-Unis en septembre, il a été bien accueilli ?

Ce n'est pas un thriller non plus, ce n'est pas très sexy mais il fait son chemin. L'accueil est bien meilleur en Europe. En Italie, par exemple, il est numéro 1 des ventes. Ce qui me laisse à penser que les Européens sont plus désireux de lutter contre le réchauffement. Vous êtes bien plus progressistes qu'aux Etats-Unis. On a longtemps qualifié les Etats-Unis de «nouveau monde» et l'Europe de Vieux Continent. Aujourd'hui c'est l'inverse: ce sont les Etats-Unis qui apparaissent comme le vieux monde et l'Europe comme le nouveau.

Vous écrivez que vous voulez renoncer aux produits laitiers et aux œufs, et inci-

tez vos lecteurs à ne pas manger de viande avant le dîner. Vous respectez ces préceptes-là ?

Je ne mange ni œufs ni laitages au petit-déjeuner et mes dîners sont uniquement végétariens. Le rapport scientifique le plus intéressant publié l'an dernier disait qu'en Occident on devrait manger 90 % de viande et 70 % de laitages en moins si l'on voulait avoir un impact sur le réchauffement. Je voulais juste trouver un compromis entre ce qu'il faut faire et ce qu'on peut faire. Et comme le dîner est le moment le plus convivial de la journée, je me dis que changer notre mode d'alimentation au petit-déjeuner et au déjeuner n'altère pas nos modes de vie.

La littérature peut-elle avoir une influence sur la marche du monde ?

Cela a pu arriver. Mais en 2019, je ne sais pas. Une seule chose ne suffira pas, il faut une conjonction de rapports scientifiques, d'articles, de livres, la voix d'une fille de 16 ans... J'étais à Paris en juillet, quand il y avait la canicule. Cela ne stressait personne. Les gens se contentaient de soupirer en disant «il fait chaud». Rien ne pourra nous forcer à changer nos modes de vie, cela doit s'imposer à nous. Ce n'est pas le système qui changera en premier, c'est nous.

Vous évoquez dans votre livre ce moment où Emmanuel Macron a retiré sa taxe sur les carburants devant la fronde des gilets jaunes. Ce moment-là vous a marqué ?

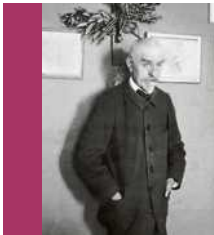
Ce n'est pas équitable de taxer les individus, cela fait peser la faute sur les mauvaises personnes. Comment demander à des gens qui peinent à boucler leurs fins de mois de payer pour les fautes des autres ? Je préférerais qu'on impose les plus hauts revenus. Les gens ne devraient pas être taxés sur la viande, par exemple, c'est la viande qui devrait coûter le vrai prix. Il faut que les gouvernements arrêtent de subventionner massivement l'agriculture intensive et aident les petits producteurs. Cela rendra les industries plus responsables et cela deviendra plus facile de renoncer à manger de la viande tous les jours. Le problème, c'est que l'industrie a pris le pouvoir sur les paysans. Il est faux de dire qu'arrêter de manger de la viande c'est mettre les paysans en difficulté. Au contraire, cela redonnerait plus de valeur aux petites exploitations agricoles. A New York, le maire a lancé un programme, «Meatless Monday», pas de viande le lundi. Je lui ai dit que c'était très courageux, il m'a répondu : «Je l'ai fait uniquement parce que les étudiants me l'ont demandé.»

Certains vous diront que c'est encore un interdit de plus...

Les gens ne peuvent pas manger de chien à l'école, non ? Et ils ne se plaignent pas de l'interdit ! Vous n'avez pas non plus la liberté de ne pas payer d'impôt, ni de ne pas envoyer vos enfants à l'école. Alors pourquoi pas se dire une bonne fois pour toutes que la viande le lundi ou avant le dîner, c'est non ?

JONATHAN SAFRAN FOER
L'AVENIR DE LA PLANÈTE COMMENCE
DANS NOTRE ASSIETTE

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marc Amfreville. L'Olivier, 304 pp., 22 €.



LIBÉ WEEK-END

Chaque samedi, dans *Libération*, retrouvez huit pages spéciales consacrées à l'actualité littéraire. Cette semaine, l'éternel insatisfait et critique de son époque Joris-Karl Huysmans (photo) entre dans la Pléiade. De ses premiers textes naturalistes à son cycle mystique, l'occasion de revisiter le parcours de l'auteur d'*A rebours*, roman culte du dégoût et de la décadence. PHOTO DOMAC

LIVRES!



Un bateau pratiquant la surpêche en mer de Libye, en juin 2011. PHOTO DANIEL ROSENTHAL/LAIF-REA

«La Jungle des océans», l'amer constat de Ian Urbina

Maltraitements d'hommes réduits en esclavage, pêche illégale, gabegie écologique: le grand reporter américain a réuni ses enquêtes publiées dans le «New York Times» sur toutes sortes de crimes commis hors des eaux territoriales.

«L'océan est un désert qui s'avère juste avoir de l'eau par-dessus. Mais ce n'est pas de l'eau que vous pouvez boire. Elle peut vous tuer et vous n'avez souvent pas intérêt à plonger dedans.» Ian Urbina parle de l'océan comme d'une zone de guerre. Pour lui, il en a les attributs. Voilà cinq ans que ce grand reporter du *New York Times* aux larges épaules, la mâchoire carrée et le regard calme, consacre ses journées (et ses nuits) à jeter la lumière sur les crimes qu'abritent ces étendues bleues en apparence infinies. Une série de reportages publiés par le journal américain en 2015 et 2017 s'est transformée en livre, et deviendra bientôt film. Les droits ont été achetés par Leonardo DiCaprio pour Netflix. Kalléidoscope d'histoires humaines,

heureuses, terribles, héroïques, barbares, *La Jungle des océans* offre une plongée dans la face sombre du Grand Bleu. «Je n'ai jamais eu l'intention d'écrire sur la beauté marine, explique le journaliste, lauréat du prix Pulitzer en 2009, de passage à Paris. *L'ambition de la série, dès le départ, était d'emmener le lecteur dans cette frontière, cet autre monde qui s'étend sur deux tiers du globe. Le rôle du journaliste d'investigation est de révéler ce qui est cassé. C'est ce que j'ai essayé de faire.*»

Cales. Donnant vie à son rêve d'enfant d'imiter Jane Goodall, Ian Urbina, fort de sa formation d'anthropologue, a suivi sur des flots déchaînés la traque mouvementée du *Thunder*, un navire de pêche illégale, avec l'ONG Sea Shepherd

adepte de l'action directe. A remonté la trace des forbans de Sajo Oyang, un groupe sud-coréen de l'industrie de la pêche pour qui la vie humaine semble avoir perdu toute valeur face au profit. En lisant ses récits, on tremble aux côtés de ces jeunes Mexicaines, emmenées en pleine tempête par l'ONG Women on Waves, pour avorter hors des frontières maritimes de leur pays. On ressent la peur de David George Mndolwa dans son épopée clandestine dans les cales d'un cargo grec fuyant la Tanzanie vers des horizons plus cléments.

«*La vie sur l'océan a été longtemps idéalisée, comme l'expression ultime de la liberté – une évasion de la vie à terre, une occasion d'explorer, de réinventer*, écrit Urbina. *Cette vision est profondément ancrée dans notre ADN depuis des siècles, pétrie par les histoires d'aventuriers partant à la découverte de terres nouvelles. [...] C'est sur cette toile de fond que je n'ai cessé de découvrir des affaires qui semblaient contredire totalement cette vision en montrant que,*

si la mer est une évasion pour certains, elle peut être une prison pour d'autres.»

En haute mer, où aucun pays n'a de droit de contrôle, la barrière des lois s'efface. Quand elles existent, elles sont souvent vagues, contradictoires ou fondées sur des principes d'un autre siècle. Bousculés dans un environnement hostile où la mort n'est qu'à un faux pas, les comportements humains y sont dictés par la morale. Une morale qui diverge fortement, du militant chasseur de baleiniers à l'exploitant prêt à tout pour rattraper un esclave échappé de son bateau-usine. «*Si je veux tuer quelqu'un en haute mer, je m'en sortirais probablement sans être poursuivi*, assure le journaliste. *Parmi les personnes rencontrées pour mon livre, certaines agissent selon des principes qu'elles estiment corrects moralement, d'autres en fonction de ce qu'elles trouvent juste selon leurs propres intérêts. Pour un esclavagiste, un de ses hommes qui s'échappent c'est du vol, car il le considère comme sa propriété,*

comme un moyen de travail dans lequel il a investi.»

Qu'en est-il de cet officier d'un chalutier sud-coréen qui frappait si souvent un homme à la tête que ce dernier en a partiellement perdu la vue? De ce maître d'équipage sadique qui agressait sexuellement les pêcheurs sous ses ordres quand ils se douchaient, leur volait leurs vêtements pour mieux les traquer, nus, vers leurs couchettes et se frottait dans leur dos, en érection? Ou encore de ces hommes qui ont exécuté méthodiquement, depuis un thonier, d'autres en train de se noyer et qui y ont pris du plaisir? «*Imaginez*, nous répond l'écrivain. *Des gens qui fuient la terre parce qu'ils sont associés, qui ont vécu dans des conditions difficiles et pour qui c'est le seul emploi qu'ils peuvent décrocher. Vous les mettez pendant plusieurs années dans ces conditions folles que sont les bateaux de pêche, des sortes de prisons flottantes, ultra hiérarchiques, où le stress de ne pas remplir ses quotas, de mourir électrocutés ou en basculant par-dessus bord est intense et permanent. Cela fait ressortir le pire des gens.*»

Massacre. Toutes ces dérives inhumaines se produisent sur fond de destruction massive de l'environnement. «*Deux idées fausses ont aussi largement contribué à cette gabegie*, analyse l'ouvrage. *La première veut que les créatures aquatiques soient des êtres inférieurs. [...] La deuxième idée fautive, bien plus importante, veut que l'océan soit par essence une corne d'abondance. Aujourd'hui, plus de la moitié des captures du globe sont jetées mortes par-dessus bord, ou broyées et transformées en granulés pour nourrir des porcs, des volailles et des poissons d'élevage.*» Un massacre insensé qui peine à émouvoir même les défenseurs des droits des animaux parce que, comme le dit si bien Ian Urbina: «*Les poissons sont laids, on ne veut pas leur faire de câlins.*» Leur sort reste tout aussi ignoré que celui des pêcheurs maltraités sur des chalutiers à des milliers de kilomètres des côtes. Loïn des yeux, loïn du cœur. Emu par ces invisibles, Ian Urbina a décidé, à partir de cette année, de mettre de côté son travail au *New York Times* pour monter sa propre entreprise de reportages et alimenter de ces histoires auxquelles il est si difficile d'accéder d'autres rédactions à travers le monde.

AUDE MASSIOT

IAN URBINA
LA JUNGLE DES OcéANS
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Perla Slitack.
Payot, 592 pp., 24,90 €.



Rencontre Lettres manuscrites, courriers professionnels, photographies, interventions télévisées de Simone Veil (photo)... Nadine Vasseur reconstitue le parcours et les engagements de celle qui fut longtemps la personnalité préférée des Français dans *Simone Veil. Vie publique, archives privées* (éditions Tohu-Bohu). Elle présente son livre ce jeudi à 19 heures à la librairie Petite Egypte. PHOTO AFP 35, rue des Petits-Carreaux (75002).



Rencontre La librairie Millepages propose une soirée sous le signe de Tolkien (photo) vendredi à 19 h 30 autour du catalogue de l'exposition qui débute à la Bibliothèque nationale de France, «Tolkien, voyage en Terre du Milieu» (BnF/Christian Bourgois), avec l'enseignant-chercheur et commissaire de l'exposition Vincent Ferré, et Dimitri Maillard de l'association Tolkienil. PHOTO AP 91, rue de Fontenay, Vincennes (94).

«Sapé comme jadis», looks atypiques et costumes de rigueur

Dans un essai alerte et ponctué de portraits de célébrités, Yvane Jacob retrace l'interaction des vêtements et des mutations.

Ce livre serait une tenue, on parlerait de streetwear de qualité. Le titre, à échos Maître Gimsiens (Le tube *Sapé comme jamais*), induit une promesse claire: l'histoire du vêtement abordée en toute décontraction. Mais le fond et la finition sont solides. Au-delà de l'anecdote, on apprend ou redécouvre vraiment des faits – des «trucs», dirait Yvane Jacob, formée à Sciences-Po et à l'Institut français de la mode, désormais acheteuse pour la marque de prêt-à-porter Other Stories et chroniqueuse sur Radio Nova.

Bourré d'images, photos ou reproductions, pop(ulaires) plutôt que suavement arty comme souvent dans la mode, *Sapé comme jadis* s'articule en six chapitres thématiques, eux-mêmes scandés par des personnages qui ont chacun droit à une page, autour d'un «Pourquoi?» ou d'un «Comment» intrigant: «Pourquoi Elizabeth s'habille comme un panneau de signalisation?», «Comment Isabeau de Bavière a éterné l'église avec ses coiffures à cornes». Ce rythme se retrouve dans l'écriture, alerte, marante, qui désacralise sans tomber dans le jactance.

«**Treillis**». Prenons «L'outil de la révolution», qui fait cohabiter Rosa Parks, Che Guevara, Angela Davis, Fidel Castro, Philippe Mélanchthon, Jean-Jacques Rousseau, Kwame Nkrumah, Sitting Bull,

Yasser Arafat et Gandhi. Certains cas sont évidents. Che Guevara et son béret: «Pourquoi le Che mettait toujours un béret alors même qu'il n'était pas basque?» Vu par Yvane Jacob, ça donne: «*Che Guevara n'a pas toujours été un tee-shirt. Il a aussi été une personne, qui n'en portait pas d'ailleurs mais préférait le rude contact d'un treillis et d'une chemise militaire ouverte sur son torse puissant de guérillero éterné. [...] Populaire, le béret navigue dans un bordel idéologique total: entré sur la scène politique pendant la première guerre carliste (un conflit civil espagnol opposant la veuve d'un roi mort au frère du roi mort), il symbolise d'abord la lutte contre le pouvoir en place. Mais il devient aussi la coiffe de militaires, des résistants autant que des miliciens, des GI comme des Black Panthers... Le Che le choisit sans doute parce qu'il permet d'y épingler des trucs [...]*»

Philippe Mélanchthon (rien à voir avec Jean-Luc, quoique...) en revanche, nous avait échappé, alors que précurseur d'une tendance toujours d'actualité: le culte du noir (la couleur). Docteur en théologie allemand, le disciple de Luther veut que l'habit atteste la rigueur de la

pensée protestante. A côté d'un portrait de l'émacé, Yvane Jacob explique: «*En 1527, Philippe a écrit une charge très violente contre les vêtements bariolés, les teintes vives, et les gens qui se parent comme des paons. Pis, il fustige les habits du culte, portés par les hommes d'Eglise, qu'il compare à des costumes de comédien. Doux Jésus. Fourrer de la couleur partout dans la maison de Dieu est déjà un problème, mais la porter sur soi, c'est carrément abominable. [...] Les protestants ont beau être persécutés, leur esthétique vestimentaire s'impose partout. [...] Les conséquences sont lourdes: dorénavant, plus jamais un homme ne s'habillera en jaune ou en rouge sans qu'on ne le prenne pour un mec louche.*»

Offensive. Ce vestiaire de l'histoire se déploie de l'Antiquité à nos jours, de «Pourquoi Socrate était tout nu sous son manteau?» à «Pourquoi Donald Trump refuse d'avouer qu'il a mis des peignoirs?» Entre-temps, démonstration est faite que le vêtement a accompagné, appuyé, toutes les mutations sociales, politiques, intellectuelles. La libération des femmes a logiquement droit à un chapitre, dont est évidemment Simone de Beauvoir («*Sa résistance se niche [...] dans le refus de la tradition qui lie les femmes au linge: pas question pour elle de repasser ses vêtements, pas plus que de faire à manger*») ou encore, plus surprenant, Margaret Thatcher. Mais l'analyse se défend. Jacob décrypte: «*tailleurs de luxe*», «*brushing qui tient davantage du casque que du cheveu*», perles, l'allure de Thatcher est «*comme elle: classique, bourgeoise et conservateur*», et la façon que la Dame de fer

avait de la bétonner, maquillage et bijoux à l'appui, relève de l'offensive en milieu hostile, cette «*table des chefs d'Etat européens tous pourvus d'un pénis*».

La résistance par le vêtement peut s'exercer jusque sur un terrain de sport. C'est Johan Cruyff en 1974: sous contrat avec Puma, le héraut du «football total» hollandais menace de ne pas jouer la Coupe du monde si on l'oblige à jouer en maillot Adidas, pourtant sponsor des Pays-Bas. Affolement général. Et Cruyff de faire retirer une bande

à son maillot, et de conserver aux pieds ses Puma. Las, l'oppression aussi peut passer par l'étoffe, cf. la chemise noire et les sandales en plastique imposées dans le Cambodge de Pol Pot – qui interdit à l'inverse les lunettes à relents intellectuels. Un autre travail de sape...

SABRINA CHAMPENOIS

YVANE JACOB
SAPÉ COMME JADIS,
60 HISTOIRES DE VÊTEMENTS
(ET DE GENS IMPORTANTS)
Robert Laffont, 192 pp., 22 €.



Le Che, complètement béret. LEE LOCKWOOD. GETTY IMAGES

Du spiritueux au spirituel

Dans «Ma Part des anges», Catherine Bernard, ex-journaliste reconvertie en vigneronne se prête à une réflexion intime autour de l'évaporation du vin.

«**C**haque année environ 2% de l'alcool est perdu. Il s'évapore dans l'air, disparaît à jamais. C'est la part des anges.» Cette scène du film du même nom de Ken Loach aura d'abord appris à Catherine Bernard à qui revenait cette fameuse part. Elle-même, après avoir été longtemps journaliste, est vigneronne depuis quinze ans. Et son vin

s'échappe, lui aussi, créant un espace inédit, un horizon nouveau dans les hauteurs de ses barriques. «*Je crois pouvoir affirmer que cette perte donne au vin son supplément d'âme, de la même manière que l'on se construit aussi avec ce qui nous a manqué, et ce n'est pas forcément la plus mauvaise part de nous-mêmes.*» Ce phénomène chimique expliqué depuis belle lu-

rette est pour elle une épi-phanie. «*Seule la perte nous inscrit dans toutes les dimensions du temps, le temps qu'il fait et le temps qui passe. [...] Notre présent oxydé aime le goût d'un passé qu'il n'a pas vécu.*» Cette absence, à la fois disparition et dénuement, est créatrice, libératrice. «*Particulièrement dans les grandes villes où la verticalité qui obscurcit le*

ciel et le bitume sur lequel rien ne pousse font oublier que l'on est liés par la même condition.» Cela lui évoque aussi le glavage et le grappillage, pratiques ancestrales réservées aux indigents, car «*les anges, les pauvres, l'étranger sont l'inconnue de l'équation qu'est la vie. Leur laisser une part, c'est en accepter le don comme la perte.*» Beau et bref livre,

autoportrait par l'effacement, par lequel on soupçonne soudain que le vide de l'absence est un état dynamique qui nous constitue davantage qu'il nous prive.

ANTONIN
IOMMI-AMUNATEGUI

CATHERINE BERNARD
MA PART DES ANGES
Les Ateliers d'Argol,
80 pp., 15 €.

Il rentre dans le lard

Romain Leboeuf Ce jeune boucher parisien, meilleur ouvrier de France, plaide avec passion pour la qualité et prend en considération les arguments végans.



C'était le 8 mars 2004. Un lundi presque normal au collège Sainte-Marie de Bourges, sauf pour Romain Leboeuf, 16 ans ce jour-là. Au lieu de rejoindre sa classe de troisième, il toque à la porte du principal et annonce que l'instruction obligatoire, c'est fini pour lui. Et qu'à compter de ce jour, il commence sa nouvelle vie, celle d'artisan boucher. L'adolescent rentre chez lui, communique sa décision aux parents, se fait «*défoncer*» par sa mère avant d'être mis au turbin.

Chez les Leboeuf, ça ne s'invente pas, on est boucher de père en fils. Romain a eu le «*déclat*» en effectuant son stage de troisième chez son frère aîné, Eric. Puisqu'il arrête l'école, le dernier des quatre enfants devra aider à la boutique parentale. «*J'en ai chié comme pas permis*, se souvient-il. *J'ai pelé des centaines de kilos d'oignons, préparé des cagettes entières de persil...*» D'abord petite main, Leboeuf ne rechignera jamais à la tâche.

Quinze ans plus tard, on le retrouve à l'arrière de sa boutique située dans le XV^e arrondissement de Paris. Barbe bien taillée, tablier au col tricolore, et un déjeuner improvisé avec ses deux apprentis, Monica l'Italienne et Rudy le Réunionnais. Au menu, des filets de porc (un cul noir du Limousin), des pâtes

pimentées, une bouteille de bordeaux, idéal pour se plonger dans le monde du Leo Messi du couteau. A 31 ans, Romain Leboeuf déroule un curriculum vitæ qui force le respect : meilleur apprenti et meilleur ouvrier de France, champion d'Europe de boucherie.

Mais l'homme, qui sort cette semaine un livre de 200 pages, est plus qu'une machine à trophées. Propulsé porte-voix médiatique et charismatique d'un artisanat de qualité, prompt à croiser le fer avec l'industrie agroalimentaire d'un côté et les activistes végans de l'autre, Leboeuf assume avec gourmandise. En réécoutant la bande de notre première rencontre, une heure d'entretien, on s'est rendu compte qu'on n'avait pas pu poser une seule question. La deuxième entrevue durera cinq heures, à peine suffisant pour commencer à appréhender le phénomène.

Son métier. «*Sur le toit de Paris, cité historique et Ville Lumière inscrite au patrimoine de la boucherie artisanale*»: voilà l'intitulé du sujet sur lequel Leboeuf a planché lors de la finale du meilleur ouvrier de France. «*J'ai reçu le thème deux mois à l'avance. C'était la folie, rembobine-t-il. A la fin, tu deviens con comme un manche à balai.*» Pour convaincre le jury, le candidat monte une vitrine de zinc oxydé, des LED illuminant

des sculptures de Notre-Dame, du Sacré-Cœur et de l'Arc de triomphe réalisées en graisse d'agneau, tandis que toutes ses pièces de viande sont posées sur des os «*sculptés, poncés et travaillés comme de la dentelle*». Leboeuf est un passionné-acharné, monté à la capitale pour se faire un prénom. «*Etre le fils de ou le frère de, c'est chiant à un moment*», raconte-t-il. Son père, Jean-Claude, a longtemps tenu commerce dans le centre de Bourges. Il lui a transmis «*le goût du travail bien fait*». Sa mère, Nélise, qu'il décrit comme une «*Schwarzenegger avec des boucles d'oreilles*», sa «*force de travail*». Ses deux frères l'ont aidé à faire ses armes. Mais à Paris, Leboeuf vient aussi chercher une clientèle plus aisée, capable de se payer la viande qu'il aime travailler. «*J'achète une bête parce que c'est la plus belle.*» Pour le bœuf, il se fournit dans le Cher, chez Thierry Lamouroux. Il achète «*sur pied*», 7000 euros la bête environ, une quarantaine dans l'année. «*Je descends voir Thierry le lundi. Il entre toujours dans le champ en premier, puis il me présente les bêtes. Il sait ce que je cherche. Et quand j'en ai besoin, c'est lui qui les mène à l'abattoir, une à une, trente minutes de route, sans stress, musique classique en fond sonore.*» Lui se voit comme le dernier maillon d'une chaîne d'excellence: «*Une bête, c'est cinq ans de travail pour l'éleveur. Je me dois d'avoir 100% de réussite vu comment je fais chier le monde.*»

Son commerce. La devanure ne paie pas de mine, pas plus que l'intérieur. Installé dans le sud-ouest de Paris, quartier propre sans être cossu, Leboeuf a acheté les lieux en 2012. Et emprunté 450000 euros... Quand il annonce la nouvelle à ses parents, ces derniers en restent cois. «*Mon père a posé la fourchette et il est parti dans le salon, ma mère s'est mise à pleurer. Je l'ai pris comme un reniement alors que c'était de l'inquiétude.*» A coups de journées à rallonge (arrivée vers 7 heures du matin, départ après 20 heures, du mardi au dimanche midi), Leboeuf fidélise sa clientèle, sans hésiter à lui rentrer dans le lard. Il en a après le «*bobos*», «*souvent fermé d'esprit et qui traverse tout Paris pour se faire une côte de bœuf*»: «*Sauf que des côtes, moi, j'en ai que cinq d'un côté et cinq de l'autre. Tu crois que ma bête est longue comme un train?*» Autre cible: «*les consommateurs moutons qui sortent de chez McDo mais te disent qu'ils ne cautionnent pas le système industriel. Tu percutes, titi?*» Leboeuf, à coups de «*taquets*», tente de faire passer son message: consommer français, de qualité, et oser donner une chance aux morceaux oubliés. «*Mon kif, image-t-il, c'est d'orienter le client vers ce qu'il ne se pensait pas capable de faire. Un cœur de veau farci, par exemple, ça coûte 15 euros, tu manges à six dessus, et à la fin, tu pleures ta mère!*» On le convoque souvent sur les plateaux télé pour croiser le fer avec des activistes anti-viande. Malgré les clashes et les campagnes de harcèlement qui ont suivi («*des militants végans [lui] ont péché la porte d'entrée, tagué la devanture, recouvert la vitrine de jus de betterave pour faire du faux sang*»), il n'hésite pas à se dire «*plus proche*» d'un végétarien que d'un consommateur lambda: «*Ils posent des principes et ont compris que l'acte d'achat avait un poids.*»

Son monde. Le melon, Leboeuf confie l'avoir pris vers ses 20 ans, quand tout lui réussissait et qu'il enchaînait les postes, bien payés, en région parisienne. Il assure en être revenu. Il loue un appartement de 50m² non loin de sa boucherie, n'a pas de voiture, dit «*vivre simplement*». Ses revenus, il les évalue entre 5000 et 10000 euros mensuels. De quoi lui offrir la liberté de se payer une moto à 15 plaques et de participer, une fois l'an, à un rallye au Maroc. Il supporte mal le côté ostentatoire de ses collègues parisiens, qui roulent «*en Porsche ou en Ferrari*» et viennent au gala annuel de la profession en faisant «*étalage*» de leur richesse. Lui, c'est «*blouson de cuir et bécanes*». En ce moment, il a «*quelqu'un de sérieux*», même si ses horaires n'aident pas. En politique, il se dit «*principalement de droite*» mais sensible au «*partage des richesses*», partisan du «*protectionnisme*» mais pas du repli identitaire car «*l'immigration est un plus*». Aucun nom ne le convainc. D'ailleurs, il a voté blanc en 2017. «*Je sais que ça ne sert à rien, mais au moins, je peux continuer à l'ouvrir.*» On ne se refait pas. ◀

Son monde. Le melon, Leboeuf confie l'avoir pris vers ses 20 ans, quand tout lui réussissait et qu'il enchaînait les postes, bien payés, en région parisienne. Il assure en être revenu. Il loue un appartement de 50m² non loin de sa boucherie, n'a pas de voiture, dit «*vivre simplement*». Ses revenus, il les évalue entre 5000 et 10000 euros mensuels. De quoi lui offrir la liberté de se payer une moto à 15 plaques et de participer, une fois l'an, à un rallye au Maroc. Il supporte mal le côté ostentatoire de ses collègues parisiens, qui roulent «*en Porsche ou en Ferrari*» et viennent au gala annuel de la profession en faisant «*étalage*» de leur richesse. Lui, c'est «*blouson de cuir et bécanes*». En ce moment, il a «*quelqu'un de sérieux*», même si ses horaires n'aident pas. En politique, il se dit «*principalement de droite*» mais sensible au «*partage des richesses*», partisan du «*protectionnisme*» mais pas du repli identitaire car «*l'immigration est un plus*». Aucun nom ne le convainc. D'ailleurs, il a voté blanc en 2017. «*Je sais que ça ne sert à rien, mais au moins, je peux continuer à l'ouvrir.*» On ne se refait pas. ◀

Par SYLVAIN MOUILLARD
Photo CYRIL ZANNETTACCI. VU

LE PORTRAIT